



CIHEAM

Centre International de Hautes Études
Agronomiques Méditerranéennes

REVUE DE PRESSE

Actualités

Agriculture

Alimentation

Environnement

Méditerranée

Septembre 2010

Titres des brèves et des articles

Maghreb - 1er Septembre 2010

La présence croissante de la grande distribution

Food security - 2nd September 2010

Landgrabbing: In bid for food security, Qatar sows seeds globally

Agriculture - 3 septembre 2010

L'agriculture africaine veut faire sa révolution verte

Agriculture - 6 September 2010

Brazilian has revolutionised its own agriculture. Can it do the same for others?

Trade - 7 September 2010

Egypt, biggest beneficiary of the Agadir Agreement

Agriculture - 8 septembre 2010

La Banque mondiale dresse un tableau inquiétant de la course mondiale aux terres cultivables

Algérie - 9 septembre 2010

Des chiffres controversés autour de la campagne céréalière

Maroc - 10 septembre 2010

La campagne agricole 2009/2010 jugée globalement positive

Céréales - 10 septembre 2010

L'Egypte explore plusieurs pistes pour éviter des pénuries de blé

Algérie - 10 septembre 2010

De belles perspectives devant le caroubier

Environment - 13 September 2010

European Council ratify the Protocol on Integrated Coastal Zone Management in the Mediterranean

Food security - 14 September 2010

925 million in chronic hunger worldwide. Though improved, global hunger level remains unacceptably

Turquie - 14 septembre 2010

L'emploi agricole amortit la montée du chômage

Tunisie - 15 septembre 2010

Questions autour de la crise agricole tunisienne

Sécurité alimentaire - 15 septembre 2010

Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, alerte contre le retour de la crise alimentaire

Trade - 17 September 2010

Important step towards liberalisation of EU-Morocco agricultural trade

Coopération - 17 septembre 2010

L'Espagne et la France renforcent la coopération dans le contrôle de leurs flottes de pêche

Espagne - 20 septembre 2010

Le gouvernement approuve le projet de loi de sécurité alimentaire et nutrition

France - 21 septembre 2010

Le modèle alimentaire français contribuerait à limiter l'obésité

Turkey - 21 September 2010

Effects of Turkish red meat imports on the world livestock market

Algérie - 22 septembre 2010

L'expérience algérienne en matière de lutte contre la sécheresse et la désertification

Turkey - 22 September 2010

Agricultural land is a new foreign investment target

Euro-méditerranée - 22 septembre 2010

Mode de vie, alimentation et hospitalité : des images fortes pour la Méditerranée

Syrie - 23 septembre 2010

Le retour de l'insécurité alimentaire

Trade -23 September 2010

Animal products trade between Algeria and Brazil

Agriculture - 23 septembre 2010

Le maïs pourrait guider la tendance du marché des céréales au cours des prochaines semaines

Lebanon - 23 September 2010

Top five environmental threats

Environnement - 27 septembre 2010

Les déchets agricoles: une source d'énergie potentielle

France - 27 septembre 2010

L'agriculture biologique tente de plus en plus d'agriculteurs

Maroc - 28 septembre 2010

Le Maroc, figure de proue du dessalement de la Méditerranée

Agro-industrie - 28 septembre 2010

Le groupe Nestlé, leader mondiale de l'agroalimentaire, ouvre une filiale dans le secteur de la nutrition médicale

Marchés agricoles - 29 septembre 2010

Propositions françaises pour une régulation anti crise et une gouvernance mondiale des marchés mondiaux des produits agricoles

Egypte - 29 septembre 2010

Trois millions d'enfants travaillent dans le secteur agricole

France - 30 septembre 2010

Présentation du Programme National pour l'Alimentation

Maroc - 30 septembre 2010

L'oléiculture, une filière à forte valeur socio-économique

Cette revue de presse reprend les articles mentionnés et les brèves publiées sur l'Observatoire du CIHEAM en septembre 2010, à partir du travail de recherche des informations et de rédaction réalisé au sein du Secrétariat Général par Sébastien Abis, Pierre Blanc, Paula Cusí, Agathe Laure et Hassane Tlili.

Source : Econostrum

URL : http://www.econostrum.info/Le-Maghreb-devient-une-terre-de-conquete-pour-la-grande-distribution_a3219.html

Date : 1er Septembre 2010

Le Maghreb devient une terre de conquête pour la grande distribution

Une enquête menée par le cabinet de consultants A.T. Kearney révèle que le Maghreb reste l'une des destinations les plus attractives pour le développement de la grande distribution. L'enseigne française Carrefour ne s'y trompe pas en poussant ses pions en Tunisie comme au Maroc.

MAGHREB. Maroc, Algérie, Tunisie cèdent de plus en plus à la tentation de la grande distribution. Années après années, les supermarchés, hypermarchés et autres enseignes spécialisées européennes et américaines s'implantent au Maghreb et séduisent une population dont le pouvoir d'achat ne cesse de progresser.

Une enquête menée par le cabinet de consultants américains A.T. Kearney révèle d'ailleurs que le Maghreb et le Moyen-orient restent les deux destinations les plus attractives pour le développement de la grande distribution.

Selon la neuvième édition de son Global Retail Development Index (GRDI), *"les commerçants, touchés notamment par la lenteur de la croissance dans les marchés développés encore en récession devraient se concentrer de plus en plus sur leur expansion internationale."*

Cette enquête repose sur l'interrogation d'une soixantaine de sociétés internationales de distribution et se base sur vingt-cinq critères comme le risque économique et politique, l'attractivité du marché ou la croissance de la distribution.

L'Algérie à la traîne

L'analyse globale d'A.T.Kearney, encourageante pour les pays du sud de la Méditerranée, laisse toutefois entrevoir quelques bémols. Si la Tunisie (passée du 14^{ème} au 11^{ème} rang des vingt plus prometteurs marchés mondiaux de 2009 à 2010) et le Maroc (du 19^{ème} au 15^{ème}) marquent clairement leur progression, l'Algérie s'enfonce en perdant dix places et en n'accrochant plus que le vingt-et-unième rang.

Il semble qu'Alger fasse les frais de sa nouvelle politique économique en matière d'investissements étrangers. Mais aussi que les grands groupes internationaux aient été refroidis par l'échec d'Arcofina qui avait signé avec Carrefour pour ouvrir dix-huit hypermarchés en franchise. Avant que les deux partenaires décident de se séparer en février 2009 (lire : [Arcofina rompt avec Carrefour mais ne renonce pas à ouvrir des hypermarchés en Algérie](#)).

Pourtant ce marché reste loin d'être fermé comme le prouve l'inauguration début août 2010 du centre commercial Bab Ezzouar à Alger. Un 45 000 m² comprenant quatre-vingt quatorze magasins pour un investissement de 70 M€ apportés par le suisse Valartis Group et la SCCA (Société des Centres Commerciaux d'Algérie). Et avec le premier hypermarché d'Alger sous l'enseigne UNO City (filiale de Numidis lui même filiale de Cevital).

Arcofina prépare d'ailleurs également l'ouverture, annoncée au premier trimestre 2011, de son centre commercial Medina Center (Ardis) de 34 000 m². Composante du grand projet d'aménagement Alger Médina. Il comprendra un hypermarché Ardis de 16 200 m².

La Tunisie développe les Carrefour Market

Grâce à Carrefour Market notamment, la grande distribution tunisienne est en plein développement (photo Carrefour Tunisie)

Autres pays méditerranéens cités dans ce Top 20 : la Macédoine qui fait pour la première année son entrée à la vingtième place mais aussi l'Egypte (13^{ème}) et la Turquie (18^{ème} avec un gain de deux rangs).

Selon le cabinet de consultants de Chicago, les ventes progressent au Moyen-orient comme dans tout le continent africain grâce à l'expansion de la population urbaine et à un pouvoir d'achat plus élevé avec l'arrivée d'une classe moyenne. Autant d'éléments qui incitent les enseignes internationales à venir s'y installer.

L'étude fait notamment la part belle à la Tunisie qualifiée d'"économie diversifiée, avec un forte demande domestique... et un très gros potentiel."

La nouvelle législation adoptée en 2009 favorise le développement de la distribution grâce notamment la libération des freins réglementaires imposés aux franchises.

Le pays se transforme depuis quelques années en accueillant des hypermarchés et des supermarchés. La coup d'envoi a été donné avec l'implantation de Carrefour (avec son partenaire Ulysse Hyper Distribution) en 2001. Depuis, son nouveau concept de Carrefour Market essaime (lire : [Carrefour exporte son concept Carrefour Market en Tunisie.](#)) La Tunisie compte aujourd'hui quarante-quatre enseignes Carrefour sous franchise. Et les grandes surfaces à dominante alimentaires ne sont pas les seuls intéressés par ce marché. Ikea regarderait de très près le dossier tunisien.

Le Maroc en nette progression

Le Maroc progresse également. Là aussi, le leader Carrefour a posé son empreinte avec l'ouverture du premier hypermarché marocain Label'Vie (5 500 m² de surface de vente) en février 2009 à Rabat-Salé. Le Français compte déjà vingt-trois magasins franchisés au Maroc.

Un accord signé avec Label'Vie prévoit l'inauguration de six hypermarchés d'ici la fin 2011 (lire : [Carrefour et Label'Vie vont ouvrir 40 magasins au Maroc](#))

Label'Vie vient d'ailleurs d'ouvrir le 6 juillet 2010 son vingt-huitième magasin sur 1 500 m² à Agadir. Le premier supermarché de la ville.

Le groupe allemand Métro est lui présent depuis août 1991 à Casablanca. Aujourd'hui, il compte sept autres magasins-entrepôts dans tout le royaume chérifien.

Ces implantations donnent des idées à des franchises françaises et américaines. Ainsi, la Fnac (grâce à un accord avec Aksal Group) prévoit d'ouvrir début 2011 un magasin au Maroc. Il s'agira de la première unité dans toute la zone Mena (Moyen-orient / Afrique du nord).

Métro arrive en Egypte

En Egypte, le marché de 80 millions d'habitants attise aussi les convoitises. Spinneys (deux unités) puis Carrefour (cinq magasins) et Métro viennent concurrencer les distributeurs locaux.

Carrefour prépare son installation en 2012 sur 10 700 m² dans le prestigieux centre commercial Cairo Festival City (lire : [Carrefour sera la locomotive du centre commercial égyptien Cairo Festival City](#)).

Le groupe Métro, qui vient d'inaugurer son premier magasin en juin 2010 à El Salam City au Caire (investissement de 15 M€), prévoit aussi d'ouvrir de dix à vingt unités sous l'enseigne Makro.

Les centres commerciaux poussent aussi près des grandes villes et attirent les enseignes internationales.

Inditex Group présent sur le sol égyptien depuis 2008, avec ses enseignes Pull and Bear et Bershka Outlets, envisage d'ouvrir un Zara au Caire. Le Saoudien Al Sawani Group a planifié la création de vingt-cinq magasins de mode au Caire et à Alexandrie.

[Lire l'étude complète d'A.T.Kearney sur l'expansion de la grande distribution](#)

Lundi 30 Août 2010
Frédéric Dubessy

Source : The National

URL : <http://www.thenational.ae/apps/pbcs.dll/article?AID=/20100903/FOREIGN/709029932/1002>

Date : 2nd September 2010

In bid for food security, Qatar sows seeds globally

David Lepasca, Foreign Correspondent

DOHA // Qatar's Hassad Food knows how to shop.

To help ensure a steady supply of food for the nation's fast-growing population, the \$1 billion (Dh3.7bn) subsidiary of Qatar's sovereign wealth fund finalised a \$500 million agreement last year to grow wheat and rice on 100,000 hectares in Sudan and has announced plans to invest up to \$700m worldwide this year.

It is finalising the purchase of a sugar plant in Brazil capable of providing all of the emirate's raw and refined sugar and acquiring a Brazilian poultry farm that would provide 60 per cent of its poultry and eggs. These deals come after major grain and livestock investments in Argentina and Australia.

Yet Qatar's worldwide drive for food security, in which Hassad Food is playing a key role, faces obstacles, not least of which are the vagaries of distance and political change. "There's the problem of transport, as well as possible disasters and social and political disruption," said Mahendra Shah, the director of the Qatar National Food Security Program. There are also the potential perils posed by relying on one source for the supply of any commodity, Mr Shah said. "That's why you need a little diversification, for stability."

Established by the government in the wake of skyrocketing food prices in 2008, the food security programme sets Qatar's policy strategy for securing food supplies. It aims to improve self-sufficiency and import efficiency, but has come up against natural, logistical and political hurdles.

Farming in the Gulf region is a challenge due to minimal water, extreme heat and poor soil. Qatar, with a population of 1.7 million, imports as much as 90 per cent of its food, including nearly all its rice and grains.

"The dependence of GCC countries on imports of water-intensive cereals will continue to grow," said Eckart Woertz, the head of Economic Studies at the Gulf Research Center in Dubai. "Self-sufficiency here is not an option, for lack of water."

Yet Qatar's food security programme is working on a comprehensive agricultural production plan, looking into the use of greenhouses, drip irrigation, and solar-energy desalination to improve fruit and vegetable production. The plan should be completed in mid-2012.

"We're just getting started," said Mr Shah, speaking by telephone from New York City, where he is organising a United Nations-backed initiative to unite the world's arid and desert countries in an effort to overcome the challenges of food security. "All countries should produce what they can sustainably produce."

For commodities Qatar cannot produce, Hassad Food looks to build partnerships with foreign suppliers. Last year it finalised a \$500 million agreement to grow wheat and rice on 100,000 hectares in Sudan and has announced plans to invest up to \$700m this year.

GCC spending on food imports is forecast to more than double to \$49bn from \$24bn by 2020, according to a 2009 report by the Economist Intelligence Unit.

The UAE has spent \$100m for 400,000 hectares of farmland in Sudan while Saudi Arabia's King Abdullah Initiative for Agricultural Investment Abroad has launched a plan to build a series of farms across eastern Africa.

Critics have denounced international agro-investments by wealthy countries as "land grabs" and "neo-colonial". A World Bank report leaked to the Financial Times last month may shift the public position of the international financier, which had long argued that such investments could be advantageous for both sides. The leaked draft states that

wealthy agro-investors are “failing to deliver on promises of jobs and investments” and inflicting serious damage on local resources.

Mr Shah believes knowledge about agricultural production in poorer countries needs to improve for these investments to work. “Which is the region that desperately needs investment? That’s Sub-Saharan Africa,” he said. “But aid there in the past has not succeeded, so we need a new paradigm model.”

Some observers doubt that Qatar’s embrace of partnerships, rather than purchases, represents a new paradigm. “While it is necessary for countries such as Qatar to enter international agreements to ensure their food security, it is essential that such agreements are not detrimental to local populations,” Anuradha Mittal, the director of the Oakland Institute, a US think-tank, said.

She noted that Brazil has inequitable land distribution, with 10 per cent of farmers holding 85 per cent of the land, and that Qatar’s deals with major farmers may further consolidate farmland. In addition, most workers in the sugar industry are migrants who work only during harvest time, suffer long hours and receive inadequate wages.

“If such demands from the grassroots movements are not met and international agreements fail to ensure that benefits also accrue to the local poor and improve working conditions, such deals, even if they are partnerships with wealthier countries, would amount to land grabs,” said Ms Mittal.

Ensuring a reliable, long-term food supply from distant lands faces other hurdles. A recent study by the World Food Programme on cross-border trade in West Africa found that economic and political shocks undermined that region’s ability to support food security.

“Preferred bilateral access to production only works during good times,” said Mr Woertz, citing Russia’s current ban on wheat exports as a result of heat and drought. “Diversity of supplies and open international markets are therefore of the essence.” The risks of Australia, Brazil or Argentina are minimal compared to those of Sudan or Ethiopia. Still, to avoid the fiscal pain of inflation or disruptions in the food supply, Mr Woertz advised GCC countries to establish an internationally co-ordinated system of strategic food storage, perhaps with the help of the World Trade Organisation and other international organisations.

Mr Shah expressed a similar view. “Couldn’t we work towards a common stock in a single storage facility?” he wondered, citing greater ease of transport, increased purchasing power and state-of-the-art storage silos. “The problem is that the moment you present the idea it becomes a political idea and nobody’s willing to give ground.”

dlepeska@thenational.ae

Source : Le Monde

URL : http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/09/03/l-agriculture-africaine-veut-faire-sa-revolution-verte_1406273_3244.html

Date : 3 Septembre 2010

L'agriculture africaine veut faire sa révolution verte

Atteindre l'indépendance alimentaire, voire transformer l'Afrique en producteur majeur de produits agricoles à l'échelle mondiale : ce n'est pas un rêve, mais bien un objectif pour les participants au Forum sur la révolution verte en Afrique, qui s'achève à Accra, au Ghana, samedi 4 septembre. Réunissant plusieurs centaines de ministres, entrepreneurs, représentants d'organisations agricoles et d'organismes internationaux, banquiers et experts, ce Forum concrétise un regain d'intérêt pour l'agriculture africaine.

"Depuis 2000, les choses se sont redressées : la conscience s'est faite qu'il fallait soutenir l'agriculture, dit Mamadou Cissokho, président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'ouest (Roppa). Mais il faut se remettre de vingt-cinq ans de politique d'ajustement structurel et de six grandes sécheresses."

L'idée que l'agriculture est la clé du développement africain s'est manifestée avec l'engagement de Maputo, en 2003, lorsque les chefs d'Etat africains ont promis de consacrer au moins 10 % de leurs budgets nationaux à l'agriculture. L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) a été créée en 2006. En 2008, 59 gouvernements publiaient un rapport élaboré par quatre cents agronomes : cette Evaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement (Eistad) promouvait l'agroécologie, une agronomie qui s'appuie sur les processus écologiques, et le soutien aux cultures vivrières.

La crise alimentaire de 2008 a achevé de convaincre de l'importance d'une politique agricole forte. Les émeutes contre "la vie chère" qui viennent de se dérouler au Mozambique témoignent de l'urgence de cette réorientation.

Mais quelle politique agricole faut-il mener ? Soutenu par la Fondation Rockefeller et la Fondation Melinda et Bill Gates, soutiens des organismes génétiquement modifiés - la Fondation Gates vient d'investir 23 millions d'euros dans Monsanto, l'AGRA est soupçonnée par certaines organisations non gouvernementales de vouloir favoriser une solution technologique. Namanga Ngongi, son président, s'en défend : *"Nous travaillons avec des semences conventionnelles, mais il faut améliorer celles-ci. De même, la question des engrais est essentielle : l'Afrique utilise 8 kg d'engrais à l'hectare. C'est très peu. Si l'on passait à 30 kg, cela changerait le visage de l'agriculture."*

Mais l'amélioration des techniques n'est pas le seul enjeu. *"Il faut aussi organiser les structures agricoles : réduire les coûts de transaction, mieux gérer la formation et la commercialisation, mobiliser les banques locales, affirme Namanga Ngongi. Ce n'est pas le capital qui manque, mais l'expérience et les méthodes pour prêter au petit paysan."*

De nombreux agronomes estiment qu'une révolution verte en Afrique ne peut pas seulement reposer sur des améliorations technologiques traditionnelles. *"L'avenir agricole de l'Afrique subsaharienne repose sur des systèmes de production agroécologique et d'agroforesterie économes en intrants",* dit Jacques Berthelot, de l'association Solidarité.

"Lors d'Agro 2010, le grand congrès international de la société européenne d'agronomie, presque toutes les communications portaient sur l'agroécologie", confirme Michel Griffon, directeur adjoint de l'Agence nationale pour la recherche. Utiliser les processus biologiques, associer cultures, arbres et élevage dans l'agroforesterie, jouer sur la diversité des cultures pour se protéger des ravageurs, développer la fumure organique plutôt que chimique : tels sont les principes mis en avant par l'agronomie, qui ne veut plus se reposer sur l'amélioration des semences et l'augmentation de l'usage des engrais et pesticides.

Cette nouvelle démarche est reprise par un acteur important de la Révolution verte des années 1960 : le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), qui met en avant l'expérience du *"jardin potager africain"* développée au Bénin et au Niger. Elle associe technologie d'irrigation au goutte-à-goutte, cultures de légumes combinées avec des arbres fruitiers, partage communautaire des frais engagés.

Mais la solution au problème agricole africain n'est pas seulement technique ou organisationnelle. Selon Mamadou Cissokho, *"les accords de l'Organisation mondiale du commerce nous ont enlevé la protection aux frontières. Nous importons jusqu'à 40 % de notre alimentation, nous n'avons pas de marché régional ni continental. Il faut nous laisser avoir des marchés régionaux et développer la recherche. Fondamentalement, cela implique une protection aux frontières de nos cultures vivrières"*.

Ce point de vue constitue une divergence majeure avec ceux qui plaident pour la libéralisation des échanges. Mais il prend une actualité nouvelle avec l'achat des terres africaines par des opérateurs étrangers. Dans un rapport publié le 30 août, l'ONG Les Amis de la Terre affirme que 4,5 millions d'hectares de terres sont sur le point d'être acquis par des investisseurs étrangers afin de produire des agrocarburants destinés essentiellement au marché européen. *"C'est de la folie de se lancer dans la bioénergie, juge Ngongi Namanga. Le continent est déficitaire en produits alimentaires, il faut d'abord produire pour nourrir la population."*

Hervé Kempf

Source : The Economist

URL : <http://www.economist.com/node/16886442>

Date : 6 September 2010

Brazilian agriculture: The miracle of the cerrado

Brazil has revolutionised its own farms. Can it do the same for others?

IN A remote corner of Bahia state, in north-eastern Brazil, a vast new farm is springing out of the dry bush. Thirty years ago eucalyptus and pine were planted in this part of the *cerrado* (Brazil's savannah). Native shrubs later reclaimed some of it. Now every field tells the story of a transformation. Some have been cut to a litter of tree stumps and scrub; on others, charcoal-makers have moved in to reduce the rootballs to fuel; next, other fields have been levelled and prepared with lime and fertiliser; and some have already been turned into white oceans of cotton. Next season this farm at Jatobá will plant and harvest cotton, soyabeans and maize on 24,000 hectares, 200 times the size of an average farm in Iowa. It will transform a poverty-stricken part of Brazil's backlands.

Three hundred miles north, in the state of Piauí, the transformation is already complete. Three years ago the Cremaq farm was a failed experiment in growing cashews. Its barns were falling down and the scrub was reasserting its grip. Now the farm—which, like Jatobá, is owned by BrasilAgro, a company that buys and modernises neglected fields—uses radio transmitters to keep track of the weather; runs SAP software; employs 300 people under a *gaúcho* from southern Brazil; has 200km (124 miles) of new roads criss-crossing the fields; and, at harvest time, resounds to the thunder of lorries which, day and night, carry maize and soya to distant ports. That all this is happening in Piauí—the Timbuktu of Brazil, a remote, somewhat lawless area where the nearest health clinic is half a day's journey away and most people live off state welfare payments—is nothing short of miraculous.

These two farms on the frontier of Brazilian farming are microcosms of a national change with global implications. In less than 30 years Brazil has turned itself from a food importer into one of the world's great breadbaskets (see chart 1). It is the first country to have caught up with the traditional "big five" grain exporters (America, Canada, Australia, Argentina and the European Union). It is also the first tropical food-giant; the big five are all temperate producers.

The increase in Brazil's farm production has been stunning. Between 1996 and 2006 the total value of the country's crops rose from 23 billion reais (\$23 billion) to 108 billion reais, or 365%. Brazil increased its beef exports tenfold in a decade, overtaking Australia as the world's largest exporter. It has the world's largest cattle herd after India's. It is also the world's largest exporter of poultry, sugar cane and ethanol (see chart 2). Since 1990 its soyabean output has risen from barely 15m tonnes to over 60m. Brazil accounts for about a third of world soyabean exports, second only to America. In 1994 Brazil's soyabean exports were one-seventh of America's; now they are six-sevenths. Moreover, Brazil supplies a quarter of the world's soyabean trade on just 6% of the country's arable land.

No less astonishingly, Brazil has done all this without much government subsidy. According to the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), state support accounted for 5.7% of total farm income in Brazil during 2005-07. That compares with 12% in America, 26% for the OECD average and 29% in the European Union. And Brazil has done it without deforesting the Amazon (though that has happened for other reasons). The great expansion of farmland has taken place 1,000km from the jungle.

How did the country manage this astonishing transformation? The answer to that matters not only to Brazil but also to the rest of the world.

An attractive Brazilian model

Between now and 2050 the world's population will rise from 7 billion to 9 billion. Its income is likely to rise by more than that and the total urban population will roughly double, changing diets as well as overall demand because city dwellers tend to eat more meat. The UN's Food and Agriculture Organisation (FAO) reckons grain output will have to rise by around half but meat output will have to double by 2050. This will be hard to achieve because, in the past

decade, the growth in agricultural yields has stalled and water has become a greater constraint. By one estimate, only 40% of the increase in world grain output now comes from rises in yields and 60% comes from taking more land under cultivation. In the 1960s just a quarter came from more land and three-quarters came from higher yields.

So if you were asked to describe the sort of food producer that will matter most in the next 40 years, you would probably say something like this: one that has boosted output a lot and looks capable of continuing to do so; one with land and water in reserve; one able to sustain a large cattle herd (it does not necessarily have to be efficient, but capable of improvement); one that is productive without massive state subsidies; and maybe one with lots of savannah, since the biggest single agricultural failure in the world during past decades has been tropical Africa, and anything that might help Africans grow more food would be especially valuable. In other words, you would describe Brazil.

Brazil has more spare farmland than any other country (see chart 3). The FAO puts its total potential arable land at over 400m hectares; only 50m is being used. Brazilian official figures put the available land somewhat lower, at 300m hectares. Either way, it is a vast amount. On the FAO's figures, Brazil has as much spare farmland as the next two countries together (Russia and America). It is often accused of levelling the rainforest to create its farms, but hardly any of this new land lies in Amazonia; most is *cerrado*.

Brazil also has more water. According to the UN's World Water Assessment Report of 2009, Brazil has more than 8,000 billion cubic kilometres of renewable water each year, easily more than any other country. Brazil alone (population: 190m) has as much renewable water as the whole of Asia (population: 4 billion). And again, this is not mainly because of the Amazon. Piauí is one of the country's driest areas but still gets a third more water than America's corn belt.

Of course, having spare water and spare land is not much good if they are in different places (a problem in much of Africa). But according to BrasilAgro, Brazil has almost as much farmland with more than 975 millimetres of rain each year as the whole of Africa and more than a quarter of all such land in the world.

Since 1996 Brazilian farmers have increased the amount of land under cultivation by a third, mostly in the *cerrado*. That is quite different from other big farm producers, whose amount of land under the plough has either been flat or (in Europe) falling. And it has increased production by ten times that amount. But the availability of farmland is in fact only a secondary reason for the extraordinary growth in Brazilian agriculture. If you want the primary reason in three words, they are Embrapa, Embrapa, Embrapa.

More food without deforestation

Embrapa is short for Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária, or the Brazilian Agricultural Research Corporation. It is a public company set up in 1973, in an unusual fit of farsightedness by the country's then ruling generals. At the time the quadrupling of oil prices was making Brazil's high levels of agricultural subsidy unaffordable. Mauro Lopes, who supervised the subsidy regime, says he urged the government to give \$20 to Embrapa for every \$50 it saved by cutting subsidies. It didn't, but Embrapa did receive enough money to turn itself into the world's leading tropical-research institution. It does everything from breeding new seeds and cattle, to creating ultra-thin edible wrapping paper for foodstuffs that changes colour when the food goes off, to running a nanotechnology laboratory creating biodegradable ultra-strong fabrics and wound dressings. Its main achievement, however, has been to turn the *cerrado* green.

When Embrapa started, the *cerrado* was regarded as unfit for farming. Norman Borlaug, an American plant scientist often called the father of the Green Revolution, told the *New York Times* that "nobody thought these soils were ever going to be productive." They seemed too acidic and too poor in nutrients. Embrapa did four things to change that.

First, it poured industrial quantities of lime (pulverised limestone or chalk) onto the soil to reduce levels of acidity. In the late 1990s, 14m-16m tonnes of lime were being spread on Brazilian fields each year, rising to 25m tonnes in 2003 and 2004. This amounts to roughly five tonnes of lime a hectare, sometimes more. At the 20,000-hectare Cremaq farm, 5,000 hulking 30-tonne lorries have disgorged their contents on the fields in the past three years. Embrapa

scientists also bred varieties of *rhizobium*, a bacterium that helps fix nitrogen in legumes and which works especially well in the soil of the *cerrado*, reducing the need for fertilisers.

So although it is true Brazil has a lot of spare farmland, it did not just have it hanging around, waiting to be ploughed. Embrapa had to create the land, in a sense, or make it fit for farming. Today the *cerrado* accounts for 70% of Brazil's farm output and has become the new Midwest. "We changed the paradigm," says Silvio Crestana, a former head of Embrapa, proudly.

Second, Embrapa went to Africa and brought back a grass called *brachiaria*. Patient crossbreeding created a variety, called *braquiarinha* in Brazil, which produced 20-25 tonnes of grass feed per hectare, many times what the native *cerrado* grass produces and three times the yield in Africa. That meant parts of the *cerrado* could be turned into pasture, making possible the enormous expansion of Brazil's beef herd. Thirty years ago it took Brazil four years to raise a bull for slaughter. Now the average time is 18-20 months.

That is not the end of the story. Embrapa has recently begun experiments with genetically modifying *brachiaria* to produce a larger-leafed variety called *braquiarão* which promises even bigger increases in forage. This alone will not transform the livestock sector, which remains rather inefficient. Around one-third of improvement to livestock production comes from better breeding of the animals; one-third comes from improved resistance to disease; and only one-third from better feed. But it will clearly help.

Third, and most important, Embrapa turned soyabeans into a tropical crop. Soyabeans are native to north-east Asia (Japan, the Korean peninsular and north-east China). They are a temperate-climate crop, sensitive to temperature changes and requiring four distinct seasons. All other big soyabean producers (notably America and Argentina) have temperate climates. Brazil itself still grows soya in its temperate southern states. But by old-fashioned crossbreeding, Embrapa worked out how to make it also grow in a tropical climate, on the rolling plains of Mato Grosso state and in Goiás on the baking *cerrado*. More recently, Brazil has also been importing genetically modified soya seeds and is now the world's second-largest user of GM after the United States. This year Embrapa won approval for its first GM seed.

Embrapa also created varieties of soya that are more tolerant than usual of acid soils (even after the vast application of lime, the *cerrado* is still somewhat acidic). And it speeded up the plants' growing period, cutting between eight and 12 weeks off the usual life cycle. These "short cycle" plants have made it possible to grow two crops a year, revolutionising the operation of farms. Farmers used to plant their main crop in September and reap in May or June. Now they can harvest in February instead, leaving enough time for a full second crop before the September planting. This means the "second" crop (once small) has become as large as the first, accounting for a lot of the increases in yields.

Such improvements are continuing. The Cremaq farm could hardly have existed until recently because soya would not grow on this hottest, most acidic of Brazilian backlands. The variety of soya now being planted there did not exist five years ago. Dr Crestana calls this "the genetic transformation of soya".

Lastly, Embrapa has pioneered and encouraged new operational farm techniques. Brazilian farmers pioneered "no-till" agriculture, in which the soil is not ploughed nor the crop harvested at ground level. Rather, it is cut high on the stalk and the remains of the plant are left to rot into a mat of organic material. Next year's crop is then planted directly into the mat, retaining more nutrients in the soil. In 1990 Brazilian farmers used no-till farming for 2.6% of their grains; today it is over 50%.

Embrapa's latest trick is something called forest, agriculture and livestock integration: the fields are used alternately for crops and livestock but threads of trees are also planted in between the fields, where cattle can forage. This, it turns out, is the best means yet devised for rescuing degraded pasture lands. Having spent years increasing production and acreage, Embrapa is now turning to ways of increasing the intensity of land use and of rotating crops and livestock so as to feed more people without cutting down the forest.

Farmers everywhere gripe all the time and Brazilians, needless to say, are no exception. Their biggest complaint concerns transport. The fields of Mato Grosso are 2,000km from the main soyabean port at Paranaguá, which cannot

take the largest, most modern ships. So Brazil transports a relatively low-value commodity using the most expensive means, lorries, which are then forced to wait for ages because the docks are clogged.

Partly for that reason, Brazil is not the cheapest place in the world to grow soyabeans (Argentina is, followed by the American Midwest). But it is the cheapest place to plant the next acre. Expanding production in Argentina or America takes you into drier marginal lands which are much more expensive to farm. Expanding in Brazil, in contrast, takes you onto lands pretty much like the ones you just left.

Big is beautiful

Like almost every large farming country, Brazil is divided between productive giant operations and inefficient hobby farms. According to Mauro and Ignez Lopes of the Fundação Getulio Vargas, a university in Rio de Janeiro, half the country's 5m farms earn less than 10,000 reais a year and produce just 7% of total farm output; 1.6m are large commercial operations which produce 76% of output. Not all family farms are a drain on the economy: much of the poultry production is concentrated among them and they mop up a lot of rural underemployment. But the large farms are vastly more productive.

From the point of view of the rest of the world, however, these faults in Brazilian agriculture do not matter much. The bigger question for them is: can the miracle of the *cerrado* be exported, especially to Africa, where the good intentions of outsiders have so often shrivelled and died?

There are several reasons to think it can. Brazilian land is like Africa's: tropical and nutrient-poor. The big difference is that the *cerrado* gets a decent amount of rain and most of Africa's savannah does not (the exception is the swathe of southern Africa between Angola and Mozambique).

Brazil imported some of its raw material from other tropical countries in the first place. *Brachiaria* grass came from Africa. The zebu that formed the basis of Brazil's *nelore* cattle herd came from India. In both cases Embrapa's know-how improved them dramatically. Could they be taken back and improved again? Embrapa has started to do that, though it is early days and so far it is unclear whether the technology retransfer will work.

A third reason for hope is that Embrapa has expertise which others in Africa simply do not have. It has research stations for cassava and sorghum, which are African staples. It also has experience not just in the *cerrado* but in more arid regions (called the *sertão*), in jungles and in the vast wetlands on the border with Paraguay and Bolivia. Africa also needs to make better use of similar lands. "Scientifically, it is not difficult to transfer the technology," reckons Dr Crestana. And the technology transfer is happening at a time when African economies are starting to grow and massive Chinese aid is starting to improve the continent's famously dire transport system.

Still, a word of caution is in order. Brazil's agricultural miracle did not happen through a simple technological fix. No magic bullet accounts for it—not even the tropical soyabean, which comes closest. Rather, Embrapa's was a "system approach", as its scientists call it: all the interventions worked together. Improving the soil and the new tropical soyabeans were both needed for farming the *cerrado*; the two together also made possible the changes in farm techniques which have boosted yields further.

Systems are much harder to export than a simple fix. "We went to the US and brought back the whole package [of cutting-edge agriculture in the 1970s]," says Dr Crestana. "That didn't work and it took us 30 years to create our own. Perhaps Africans will come to Brazil and take back the package from us. Africa is changing. Perhaps it won't take them so long. We'll see." If we see anything like what happened in Brazil itself, feeding the world in 2050 will not look like the uphill struggle it appears to be now.

Source : Enpi Info Centre

URL : http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id=333&id_type=6&lang_id=450

Date : 7 September 2010

Egypt, biggest beneficiary of the Agadir Agreement

Free Trade Agreements between Morocco, Tunisia, Jordan and Egypt increased trade exchange volume by 45% between 2007 and 2008. That being said, with 115% increase in its exports and 131% in its imports with its 3 partners, Egypt appears to have succeeded in achieving the best performance.

Julien Théron - Eurojar

Originally named the Arab Mediterranean Free Trade Agreement, the Agadir Agreement was initiated in 2001 with the objective of boosting trade between its member states, fostering economic development and integration through the implementation of rules of origin, and attracting EU and international Foreign Direct Investments (FDI). The textile and motor industries were first targeted. Later on, the Agreement is also covering both the transportation and leather sectors.

Supported by the European Union, the Agreement was signed in 2004 and entered into force in 2007. Enjoying strong trade ties with Europe, the member states of the Agadir Agreement decided to leave the doors open for all Arab-Mediterranean countries that have signed an Association Agreement with the EU, which is not yet the case, unfortunately for those who are not included in the zone, in view of its successful performance.

An effective Agreement for all

According to the person in charge of the Agadir Agreement at the Egyptian Ministry of Trade and Industry, Rania Nabil, the four member countries of the Agadir Agreement have already benefited from the Agreement. The figures prove it. Each country's export and import volume has increased, which helped some of them reduce their negative balance of trade, while others managed to increase their positive balance of trade. Everyone is a winner; especially that South-South cooperation is considered the main growth factor in the 21st century. Not to mention that the EU offers large trade and investment opportunities, hence the importance of the Agadir Agreement.

The reasons behind success

While the Union for the Mediterranean faces the same political difficulties like its predecessor "The Barcelona Process", the Agadir Agreement is intended to achieve prosaic progress, even though limited to the four member countries. The aim is to progressively strengthen the Agreement on the basis of realistic and tangible development opportunities, which corresponds to the European policy of "small steps". Thus, instead of deploring that trade exchanges between Arab countries have always been limited (4 to 6% of the volume of trade exchanges between Arab countries and the rest of the world according to www.econostrum.info), the four member states decided to bet on this source of growth. They did, and thanks to their cooperative strategy, they achieved a shared objective and won. This is the first reason behind the success of the Agadir Agreement.

Secondly, Rania Nabil says that the principle of cumulation is the Agreement's most distinctive point, as it allows member countries to cumulate their respective production and export to EU. Such possibility leads to the egalitarian principle, allowing each of the four member countries to benefit from its partners' production, transformation and export capacities. As Rania Nabil points out, Egypt is known for its leather and tannery sectors, whereas Tunisia is known for its shoes and leather finished products.

Thirdly, the Agadir Agreement provided Jordan and Egypt with large free trade opportunities with the EU, through the modification of rules of origin linking the EU with its trading partners. The establishment of Euro-Mediterranean trade standards has undoubtedly facilitated the implementation of the Agreement. The “EUR-MED movement certificate” allows identifying a product manufactured within the zone, which facilitates exchanges. This rule was annexed to the initial Agreement text.

Egypt, best student

Instead of being driven by chauvinism, Rania Nabil prefers to diplomatically shed light on the great achievements accomplished by the four participating countries. And yet, her country is getting the best results. While insisting on the numerous advantages offered for Egypt and its partners, Rania Nabil stresses on the importance of the Egyptian market. Indeed, in addition to all advantages provided by the Agreement, Egypt offers a wide market with 80 million people, which will generate growth and development opportunities in many sectors.

Refusing to comment on other countries’ less important achievements, which after all remain highly positive, Mrs. Nabil insists on Egypt voluntarism: The Egyptian government is working on eliminating all barriers which might hinder the expansion of trade between Egypt and countries of the Agadir agreement.

Finally and that is an important reason behind Egypt’s successful results, Rania Nabil considers that Egypt has a comparative advantage in the two targeted sectors, especially in textile production.

Wide market, voluntarism, trade-related advantages... these are the reasons behind Egypt’s excellent performance. The country has doubled its imports and exports with member states of the Agadir Agreement. At the same time, Rania Nabil insists on the cooperative aspects of this agreement: open trade in other sectors would probably be more useful to its 3 partners, she said. Not to mention that thanks to the cooperative spirit, Egypt is entirely benefiting from this “win-win agreement”. If each member state is able to make progress individually, it’s basically because it is widening its open trade policy with others.

Source : Le Figaro

URL : <http://www.lefigaro.fr/matieres-premieres/2010/09/08/04012-20100908ARTFIG00472-la-banque-mondiale-denonce-le-monopoly-agricole.php>

Date : 8 Septembre 2010

La Banque mondiale dénonce le Monopoly agricole

Par Arnaud Rodier

Un rapport publié ce mercredi relève que les acquisitions de terres cultivables sont devenues un champ de bataille.

Avec son rapport publié ce mercredi, la Banque mondiale met le pied sur une poudrière. Intitulé «L'intérêt croissant pour les terres agricoles dans le monde peut-il apporter de bénéfices équitables à long terme?», il relance la guerre entre industriels et paysans. Aujourd'hui, partout sur le globe, les acquisitions de terres cultivables ou riches en minerais se transforment en véritables champs de bataille.

Entre 1998 et 2008, il ne se vendait pas plus de 4 millions d'hectares par an. En 2009, ce chiffre est passé à 45 millions d'hectares. Flambée des prix des matières premières, volatilité des cours du pétrole, explosion des besoins alimentaires, tout concourt à favoriser la spéculation. Spéculation des États qui, comme la Chine, veulent s'assurer leur autosuffisance. Spéculation des multinationales qui flairent un marché plus que prometteur.

La sécheresse en Russie a contraint le pays à geler ses exportations de blé l'été dernier, entraînant une hausse des cours de 70%. Le Brésil a décidé de restreindre les achats de terres par les étrangers. L'Inde vient de rejeter un projet minier britannique pour protéger les 8000 membres d'une tribu locale. Tout le monde cherche à s'organiser face aux spéculateurs.

Opérations frauduleuses

La Banque mondiale, qui souligne qu'un milliard d'individus ne mangent pas à leur faim sur terre, se garde bien de trancher. Elle remarque que les investissements étrangers peuvent être un moyen de corriger la faiblesse des moyens financiers des pays visés, d'apporter des transferts de technologie, d'améliorer la productivité de leur agriculture et de réduire la pauvreté. Mais elle reconnaît aussi que ces investissements peuvent être source de conflits sérieux, voire d'opérations purement et simplement frauduleuses.

Son rapport passe en revue quatorze pays (Brésil, Cambodge, Congo, Éthiopie, Indonésie, Liberia, Laos, Mexique, Mozambique, Nigeria, Pérou, Soudan, Ukraine, Zambie) et note qu'en Afrique, en particulier, les promesses sont rarement tenues, contrairement au Pérou, au Brésil, au Mexique où les règles du jeu concernant les acquisitions de terres sont clairement définies.

Car les étrangers ne sont pas seuls en cause. Les gouvernements sont souvent responsables, faute de législation, de cadres compétents ou, tout simplement, de volonté politique d'organiser leur développement agricole. Autant d'éléments qui, conjugués au manque d'information, favorisent la corruption.

«L'ampleur et souvent l'aspect spéculatif des transactions sur les terres observés ces derniers temps ont pris tout le monde par surprise», plaide la Banque mondiale. Et d'ajouter: «Du coup les acquisitions se font souvent au détriment des populations locales, en particulier celles qui sont les plus vulnérables, sans leur apporter les compensations appropriées.»

Outre la Chine, la Corée du Sud, le Japon, les pays du Golfe participent également à ce gigantesque Monopoly. Mais la banque ne désigne personne nommément. Elle se contente de renvoyer les acteurs à leurs propres responsabilités. Que les gouvernements fassent respecter les lois, que la société civile se comporte en «chien de garde», que les organisations internationales soient vigilantes et que le secteur privé, enfin, prenne conscience qu'il ne s'agit pas seulement d'investir, mais d'«investir mieux».

Source : Maghreb Emergent

URL : <http://www.maghrebemergent.com/politiques-publiques/64-algerie/1111-cerealiculture-algerienne-entre-le-bon-grain-et-livraie-des-chiffres-controverses.html>

Date : 9 Septembre 2010

Algérie : Céréaliculture - Entre le bon grain et l'ivraie, des chiffres controversés

Alors que la campagne labours-semailles est en préparation, le bilan officiel de la céréaliculture 2009-2010 n'est toujours pas annoncé. Le directeur général de l'OAIC s'était avancé en parlant d'une production record. Le ministère de l'Agriculture est plus prudent.

« Pour la deuxième année consécutive, l'Algérie n'importera pas de céréales en 2010 en raison d'une production locale record de près de 61 millions de quintaux, a annoncé jeudi 22 juillet, le directeur général de l'Office interprofessionnel algérien des céréales (OAIC), Nouredine Kahal ». Cette information publiée et reprise, et non démentie, avait laissé croire que l'Algérie avait atteint l'autosuffisance dans le domaine de la production céréalière, toutes variétés confondues. En réécoutant, certaines de ses déclarations fin juillet à la radio nationale, M.Kahal avait quelque peu nuancé son propos. En 2009, « nous avons enregistré une production céréalière record avec près de 61,5 millions de quintaux. Pour l'année en cours, la récolte s'annonce bonne pour les blés dur et tendre ». Un mois plus tôt, il déclarait, toujours à la radio, que « l'Algérie importera de moins en moins de blé tendre dans les années à venir ».

Le record de 2009, s'il se réédite, ne concerne pas toutes les variétés. Loin s'en faut. Et quand l'OAIC va sur le marché international, il ne communique pas. Si les traders étrangers et leurs Etats respectifs savent ce que fait l'Algérie et son Office sur ce marché, les Algériens, eux, n'en savent pas grand chose. En bout de parcours, ils se contentent d'avoir à disposition de la farine, du pain et les autres produits dérivés qui sont encore loin d'être à 100% « made in Algéria ».

Ainsi, selon l'agence Reuters, le 24 juin dernier, « l'Office algérien des céréales (OAIC) a acheté 400.000 tonnes de blé meunier d'origine optionnelle pour des embarquements en août au prix de 194,50 dollars/tonne coût et fret ». Les traders européens, source de cette information, indiquaient que « l'origine de la marchandise sera vraisemblablement française mais le prix, considéré "très bas" par le négoce, montre la nécessité de "discount" le blé français pour le vendre sur le marché mondial ».

Quelques semaines auparavant, l'Office exportait – pour la première fois depuis 1967 - 10.000 tonnes d'orge vers la Tunisie. Cela étant, dans ce type d'activité l'OAIC est dans son rôle de régulateur du marché national.

Le « BRS »

Au niveau de la collecte des récoltes, l'OAIC agit par l'entremise des coopératives des céréales et légumes secs (CCLS). Sur un million d'agriculteurs que compte l'Algérie, près de 600 000 cultivent des céréales, selon l'OAIC. Annuellement, 3,25 millions d'hectares sont cultivés en céréales, soit 40% de la surface disponible. Les céréaliers vendent leur production à des opérateurs privés et surtout aux CCLS dont les capacités de stockage déclarées sont de 35 millions de quintaux. Lorsqu'ils s'adressent aux CCLS, les choses ne sont pas toujours transparentes, au plan de la communication. Des céréaliculteurs d'Aïn Témouchent ont contesté auprès de la Chambre de l'Agriculture des chiffres rendus publics au Journal télévisé de l'EPTV. La direction des services agricoles de la wilaya annonçait 1,2 millions de quintaux tandis que les agriculteurs eux, calculs détaillés à l'appui, donnaient 650 000 quintaux. Du simple au double ! Quel chiffre figurera sur le « BRS » (Bordereau Récapitulatif des Stocks) ? C'est le « BRS » transmis aux autorités hiérarchiques qui va permettre d'établir le bilan national de la campagne moisson 2009-2010. Selon des spécialistes du secteur, aujourd'hui à la retraite, les wilayas céréalières (Sétif, Constantine, Tiaret, Tissemsilt) n'auraient pas obtenus de bons résultats. Ils ont appris avec étonnement la réception par les CCLS, en juin dernier, de « plus de 27 millions de quintaux de céréales dont 57% de blé dur ». Selon eux, l'information est trop générale, trop vague. Quels chiffres vont

figurer sur les stratégies « BRS » ? Le sujet semble délicat puisque la publication du bilan final de cette campagne n'est encore intervenue.

1 000 milliards de DA pour 2010-2014

Va-t-on au moins égaler le chiffre officiel global de l'année dernière, soit 61 millions de quintaux ? On attend de savoir ce que vont dire les « BRS », une fois la synthèse nationale effectuée. Un confrère écrit que « les services du ministère veulent présenter un bilan qui refléterait les directives du chef de l'Etat ayant recommandé aux responsables du ministère d'inciter les agriculteurs à réduire les quantités de l'orge et renforcer la production du blé ». Et si la production de cette saison n'allait pas dans ce sens ? Irait-on jusqu'à faire mentir les chiffres ? Pour le moment, on se repose sur les lauriers de 2009. L'exposé du ministre de l'Agriculture Rachid Benaïssa au président Bouteflika fait ressortir en 2009 «une croissance importante, notamment en matière de céréales ». Dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014 et de la mise en œuvre de la politique de Renouveau agricole et rural, il est prévu un plan mobilisant 1000 milliards de dinars.

Au terme de l'audition du ministre, fin août dernier, le président de la République a lancé un appel à "la mobilisation des agriculteurs, éleveurs et opérateurs économiques pour assurer le succès de la mise en œuvre du plan quinquennal et relever le défi de la sécurité alimentaire, composante indissociable de la souveraineté nationale". Avec la poursuite du soutien de l'Etat, de bonnes conditions climatiques et une administration efficace et transparente, il n'y a pas de raison que de nouveaux succès agricoles ne soient pas réalisés.

Source : L'Economiste

URL : <http://www.leconomiste.com/article.html?a=102475>

Date : 10 Septembre 2010

Maroc : Campagne agricole. L'effet Maroc vert

- Oléiculture, viandes rouges et produits laitiers en forte croissance
- Résultats moyens pour le sucre et les céréales
- Agrumes et primeurs: 8,1 milliards de DH à l'exportation

La campagne agricole 2009/2010 est jugée globalement positive. Ceci, bien que son déroulement ait été perturbé par de nombreux facteurs pénalisants. D'abord, des pluies assez tardives mais dont l'intensité et la persistance dans le temps ont compromis les semis dans plusieurs zones de production céréalière (cf. www.leconomiste.com; édition du 27 août 2010).

Les inondations et les intempéries, qui ont sévi ensuite, ont occasionné d'importants dégâts sur les cultures annuelles et un manque à exporter pour ce qui des agrumes et primeurs. Néanmoins la récolte céréalière a atteint 74,6 millions de quintaux. Volume certes en repli de 26,6% en comparaison avec la moisson record de 2008/2009 qui s'est élevée à 102 millions de quintaux mais en augmentation de 21% par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes. Le tout sensiblement proche de l'objectif du Plan Maroc vert qui vise à sécuriser 75 millions de quintaux sur une superficie de 4,2 millions d'hectares.

Quoi qu'il en soit, la ventilation de la production par espèce fait ressortir l'importance du blé tendre dont la récolte est de l'ordre de 32,5 millions de quintaux contre 43 millions réalisés l'année dernière. Le blé et l'orge se partagent le reste avec respectivement 16,4 et 25,7 millions de quintaux. (cf. www.leconomiste.com; édition du 27 août). De même, les résultats de la filière sucrière n'ont pas été aussi catastrophiques que prévu. Les dégâts des inondations ont été en effet relativement compensés par l'amélioration des rendements. Mieux encore, certaines filières ont marqué une croissance à deux chiffres. C'est le cas notamment de l'oléiculture, de la filière laitière ou encore celle des viandes rouges. «En somme, pris globalement, le secteur agricole a réalisé une bonne campagne agricole», estime le ministre de l'Agriculture dans le bilan qu'il vient de présenter devant le dernier conseil de gouvernement.

• Sucre: La mise à niveau en marche

La production des plantes sucrières a accusé cette année une baisse de 11% pour s'établir à 3,5 millions de tonnes au lieu de 3,4 millions en 2008/09. Recul imputable, pour l'essentiel, aux effets des inondations dans les régions du Gharb et du Loukkos où près 7.000 ha ont été ravagés par les crues et la stagnation des eaux. Mais, de manière générale, l'exécution du contrat-programme liant l'interprofession à l'Etat a commencé à produire ses fruits. A titre d'exemple, la région du Tadla a amélioré son rendement moyen de 18% par rapport à la campagne précédente. Ainsi la production à l'hectare a atteint 59 tonnes contre 50 tonnes/ha en 2008/2009. Performance que la tutelle attribue à l'utilisation des semences mono germes qui ont concerné 9.000 ha.

Le secteur des agrumes a subi les contrecoups du climat et des effets de la crise économique internationale. En dépit de l'augmentation de 11% de la production, la part exportable n'a point progressé. En 2009/2010, la production agrumicole a atteint plus de 1,4 million de tonnes au lieu de 1,2 million, une campagne auparavant. Seulement, le volume exporté est resté sensiblement identique à celui réalisé en 2008/2009, soit 485.000 tonnes. Car, aux dégâts occasionnés par les intempéries s'ajoutent le repli de la demande dans les principaux marchés d'exportation particulièrement la Russie qui absorbe 50% environ des expéditions marocaines d'agrumes. Mais, fait positif, la valeur des exportations s'est améliorée de 11% d'une campagne à l'autre. Les recettes des ventes se sont ainsi établies à 2,9 milliards de DH contre 2,6 en 2008/2009.

• **Oléiculture: Filière en plein essor**

Tous les clignotants de la filière sont au vert. A commencer par la production des olives qui a marqué un bond de 76%. La récolte ayant atteint 1,5 million de tonnes au lieu de moins de 800.000 tonnes lors de la saison précédente. Les exportations des olives de table ont enregistré quant à elles une augmentation de 13%. Leur volume est ainsi passé de 57.000 tonnes à 64.000, d'une campagne à l'autre. Les ventes à l'extérieur de l'huile d'olive ont aussi plus que doublé passant d'un peu plus de 10.000 tonnes à 25.000. Et le ministère de l'Agriculture s'attend à une bonne récolte pour la prochaine campagne dont le démarrage intervient vers fin septembre et début octobre. Ceci, est-il justifié, en raison des conditions climatiques qui ont sévi lors de la formation et du développement des fruits. A noter par ailleurs que la filière a enregistré la plantation en 2010 de 36.500 ha dont 9.000 dans le cadre du Millennium Challenge Account.

Primeurs: Tomate, la plus touchée

La filière a souffert des mêmes facteurs handicapants qui ont affecté l'agrumiculture. Intempéries et baisse de la demande dans les pays importateurs se sont matérialisées par un recul de 15% du volume des exportations et de 9% des recettes. En 2009/2010, la production globale s'est établie à 1,65 million de tonnes contre 1,75 million, suite aux pertes dues aux mauvaises conditions climatiques. De leur côté, les exportations se sont situées à 662.000 tonnes au lieu de 780.000 une campagne auparavant. Du coup, la contre-valeur a chuté à 5,2 milliards de DH au lieu de 5,7 milliards en 2008/2009. Mais ces dégâts collatéraux ont beaucoup plus affecté la tomate. Ses exportations ont baissé de 24% passant de 421.000 tonnes en 2008/2009 à 320.000 tonnes cette campagne. La valeur des ventes à l'extérieur a aussi accusé un repli de 11% pour s'établir à 2,26 milliards de DH au lieu de 2,56 milliards. Toutefois, malgré la faiblesse de la demande et des prix, les opérateurs marocains ont continué de livrer les débouchés traditionnels dans l'objectif de maintenir leurs parts de marché. Pour ce qui est des autres primeurs, leur évolution a été marquée par des hauts et des bas. A titre d'exemple, les exportations des pommes de terre ont plus que doublé, passant de 38.000 tonnes à 80.000 d'une saison à l'autre. Il en est de même pour les méthyles et les framboises. Mais pour ces produits, les quantités exportées restent peu significatives, à peine 500 à 1.000 tonnes. En revanche, les exportations de fraises qui ont atteint près de 20.000 tonnes en 2008/2009 ont chuté à moins de 16.000 tonnes lors de l'actuelle campagne.

Lait: Le cheptel s'améliore

La production laitière a enregistré un mieux de 9% en 2009. Elle a atteint 1,96 milliard de litres dont 1,56 milliard ont été usinés. A signaler que c'est la seule filière pour laquelle le ministère de l'Agriculture ne fournit pas de données actualisées. Les dernières statistiques s'arrêtent à l'année dernière. En 2008, la production globale et celle usinée se sont respectivement établies à 1,8 et 1,4 milliard de litres. Ces volumes sont promis encore à l'augmentation puisque les importations des vaches laitières enregistrent une croissance à 2 chiffres depuis l'année 2007 qui a vu l'acquisition de près de 9.700 génisses. L'année d'après, ce nombre est passé à 10.940 têtes pour atteindre 13.297 en 2009.

Viandes: L'informel prédomine

En 2009/2010, la production des viandes rouges a progressé de 5% pour se situer à 420.000 tonnes au lieu de 400.000 la saison précédente. Sur ce volume, à peine 200.000 tonnes ont été traitées dans les abattoirs agréés, soit moins de la moitié de la production totale des viandes rouges. Un chiffre en augmentation de 7% par rapport à 2008/2009. C'est dire le poids de l'informel et partant l'ampleur de l'abattage clandestin. Le bilan du département de l'Agriculture signale par ailleurs que l'amélioration de la production s'explique par l'importance du disponible en termes des parcours et de la baisse des prix de l'alimentation du bétail. S'agissant des viandes blanches, la production a marqué une tendance à la stagnation puisqu'elle s'est établie pour la 2e année consécutive à 480.000 tonnes. Niveau qui reste toutefois proche de l'objectif du contrat-programme signé par l'interprofession avec le gouvernement et qui table sur 500.000 tonnes à l'horizon 2013.

Face à l'embargo russe sur ses exportations de blé : l'Égypte explore plusieurs pistes pour éviter des pénuries

L'Égypte tente de faire face de manière pragmatique à la situation tendue qui caractérise actuellement les marchés internationaux du blé suite à la décision russe de décréter un embargo sur ses exportations de blé en raison des conséquences de la canicule sur ses rendements. S'atteler à une telle tâche n'est pas facile dans la mesure où environ la moitié des importations égyptiennes de blé annuelles (entre 6 et 7,5 millions de tonnes) provient de la Russie. Deux pistes se sont d'ores et déjà clairement dégagées afin de permettre à l'Égypte, premier importateur de blé dans le monde, de subvenir à ses besoins : explorer des potentialités intérieures et diversifier les sources d'approvisionnement extérieures.

Lors d'une conférence de presse consacrée en grande partie à ce sujet et tenue le 6 septembre 2010, Amin Abaza, Ministre égyptien de l'Agriculture et de la Bonification des terres a précisé que conformément à des directives présidentielles bien claires, l'Etat mettrait au mois d'octobre prochain environ 175 000 feddans* à la disposition d'investisseurs nationaux à condition que les nouveaux exploitants soient associés à des jeunes diplômés voulant s'adonner à des activités agricoles. Les autorités égyptiennes, a-t-il ajouté, encourageront ces exploitants à cultiver du blé pour le vendre à l'Etat à des prix attractifs. Compte tenu de la hausse des prix locaux du marché du blé, le Ministre égyptien de l'Agriculture et de la Bonification des terres s'est dit convaincu qu'un million de feddans serait consacré à la culture du blé sur les terres déjà exploitées et ce lors de la saison agricole hivernale. Parmi les autres mesures prises afin de valoriser la culture du blé en tant que produit agricole stratégique, il faut signaler celle qui consiste à encourager techniquement et financièrement les exploitants spécialisés dans les grandes cultures dont notamment le blé à recourir systématiquement à des systèmes et des méthodes d'irrigation qui permettent une meilleure utilisation des ressources en eau. L'Etat égyptien compte y consacrer environ 70 milliards de livres, a déclaré M. Abaza.

D'autre part, l'Égypte envisage de diversifier davantage ses fournisseurs en blé. Pour le moment, les exportateurs français, considérés parmi les partenaires classiques, ont été retenus avec les canadiens et les américains pour répondre aux premiers appels d'offre lancés par l'Égypte. Rachid Mohamed Rachid, Ministre du Commerce et de l'Industrie a indiqué au mois d'août 2010 que 240 000 tonnes avaient été achetées provenant de la France et que d'autres appels d'offres seraient remportés par des exportateurs français au mois d'octobre prochain. En voulant disposer d'un vivier plus large d'exportateurs couvrant environ 20 pays au moins, les Égyptiens comptent beaucoup s'approvisionner de manière plus soutenue sur le marché argentin à des prix intéressants dans le cadre du nouvel accord de libre échange que l'Égypte a signé le 2 août dernier avec la Communauté économique des pays de l'Amérique du Sud (MERCOSUR) dont l'Argentine est membre.

Autre piste sur laquelle insistent les chercheurs égyptiens pour atténuer la dépendance de leur pays vis-à-vis des importations de blé : les cultures génétiquement modifiées. Ayman Farid Abu Hadid, Président du Centre national des Recherches agronomiques vient d'y insister dans des déclarations rapportées par le journal égyptien " Al shorouq al jadid " en affirmant que les biotechnologies et les ressources humaines égyptiennes sont capables aujourd'hui de mettre à la disposition des exploitants locaux des variétés plus productives, plus résistantes aux ravageurs et moins consommatrices d'eau.

*1 feddan =0,42 ha

De belles perspectives devant le caroubier en Algérie

En Algérie, les investisseurs nationaux et étrangers sont unanimes pour reconnaître que le caroubier a un bel avenir dans ce pays compte tenu de l'engouement international pour les produits de cet arbre et pour d'autres raisons d'ordre socio-économique et écologique. Les fruits du caroubier et leurs dérivées sont en effet prisés par les industries agro-alimentaires destinées à l'homme et à l'animal ainsi que par les industries pharmaceutiques et par les laboratoires spécialisés dans la fabrication de produits cosmétiques.

En 2007, M. Boublenza, ingénieur hydraulicien, a créé à Zenata, dans la wilaya de Tlemcen une usine spécialisée dans la transformation de la pulpe de caroube. Les 500 tonnes produites en 2009 ont été facilement exportées vers l'Espagne, premier producteur mondial de caroube, la Grande Bretagne, l'Amérique latine et vers l'Asie. Il compte en exporter l'année prochaine 10 000 tonnes, un objectif louable dès lors que la production annuelle totale des produits issus du caroubier se situe à 240 000 tonnes de pulpe, 30 000 tonnes de graines et 300 000 tonnes de gousses.

Abdelhak Boublenza, est sûr que d'autres projets comme le sien feront de son pays un producteur mondial incontournable de caroube et de ses dérivées dans les deux prochaines décennies. Plusieurs arguments militent en faveur de son optimisme à cet égard. Le caroubier pousse en effet abondamment en Algérie à l'état sauvage dans plusieurs régions. De plus, les recherches menées en laboratoire et sur le terrain à propos des perspectives d'avenir d'une culture domestiquée du caroubier sont prometteuses. Il est tout à fait possible désormais de sélectionner à partir de caroubiers sauvages algériens des plantes capables de donner corps à des arbres plus productifs, plus résistants à la sécheresse et plus à même de protéger les sols contre l'érosion et donc contre la désertification.

Source : ENPI info centre

URL : http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id_type=1&id=22481&lang_id=450

Date : 13 September 2010

European Council ratify the Protocol on Integrated Coastal Zone Management in the Mediterranean

Commissioner: Mediterranean Protocol ratification good news for a region under extreme pressure

Environment Commissioner Janez Potočnik has welcomed the adoption of the Council decision to ratify the Protocol on Integrated Coastal Zone Management (ICZM) in the Mediterranean, saying it was *“good news for a region under extreme pressure”*.

“Urban development is exacerbating problems of coastal erosion and flooding of low-lying coastlines along the Mediterranean,” he added in a statement. *“This growing urbanisation is resulting in the gradual loss of natural areas and biodiversity as well as increasing pressure on water resources. The Mediterranean basin already counts as one of the areas most vulnerable to the impacts of climate change.”*

He said the adoption of the Council’s decision would mean these problems could now be tackled more effectively. *“Comprehensive strategies will be set up to protect coastal areas and there will be strict conditions for certain coastal uses. This includes stricter control of developments in coastal areas, the establishment of a zone where new building will not be allowed and an obligation to take risk to the environment into account in urban planning.”*

“Today we have taken a small but significant step in a longer process to reverse coastal degradation and significantly reduce the loss of coastal ecosystems. This sends a strong signal of commitment from the EU to the protection and sustainable management of the Mediterranean coast.”

The EU conclusion of the Protocol brings the number of ratifications to 5. The Protocol enters into force after 6 ratifications. A number of ratifications processes are ongoing by other contracting parties and thus the entry into force is expected in 2010/2011.

The Protocol was signed in Madrid in 2008 by 14 Contracting Parties of the Barcelona Convention: Algeria, Croatia, France, Greece, Israel, Italy, Malta, Monaco, Montenegro, Morocco, Slovenia, Spain, Syria and Tunisia. All other Parties to the Convention have announced they will follow in the very near future.

Source : FAO Media Centre

URL : <http://www.fao.org/news/story/en/item/45232/icode>

Date : 14 September 2010

925 million in chronic hunger worldwide. Though improved, global hunger level “unacceptable”

FAO and the United Nations World Food Programme (WFP) today said that the number of hungry people in the world remains unacceptably high despite expected recent gains that have pushed the figure below 1 billion. The new estimate of the number of people who will suffer chronic hunger this year is 925 million — 98 million down from 1.023 billion in 2009. "But with a child dying every six seconds because of undernourishment related problems, hunger remains the world's largest tragedy and scandal," said FAO Director-General Jacques Diouf. "This is absolutely unacceptable."

MDGs achievement difficult

The continuing high global hunger level "makes it extremely difficult to achieve not only the first Millennium Development Goal (MDG) but also the rest of the MDGs," Diouf warned. "The achievement of the international hunger reduction target is at serious risk," he added, further noting that recent increases in food prices, if they persist, could hamper efforts to further reduce the numbers of the world's hungry. "Vigorous and urgent action by nations and the world has been effective in helping to halt galloping hunger numbers," said WFP Executive Director, Josette Sheeran. "But this is no time to relax. We must keep hunger on the run to ensure stability and to protect lives and dignity."

Flagship report

The new hunger figure is contained in the annual flagship report, "The State of Food Insecurity in the World" (SOFI) to be jointly published by FAO and WFP in October. The figure was released in advance of the September 20-22 Summit meeting in New York called to speed progress towards achievement of the United Nations Millennium Development Goals (MDGs), the first of which is to end poverty and hunger. Last May Diouf also launched a "[1 billion hungry campaign](#)" aimed at inciting world leaders into taking firm and urgent action to end hunger. More than half a million people have already signed an online petition calling on politicians to make hunger reduction their top priority and a million are expected by the end of this year. Yukiko Omura, Vice President of IFAD, said, "the world's hungry are not just numbers. They are people — poor women and men struggling to bring up their children and give them a better life; and they are youth trying to build a future for themselves. It is ironic that the majority of them actually live in rural areas of developing countries. Indeed, over 70 percent of the world's extremely poor — those people who live on less than US\$ one a day — live in rural areas. That's a billion people, and four out of five of them are farmers to some extent or the other."

Economic growth, lower prices

The 2010 lower global hunger number resulted largely from renewed economic growth expected this year — particularly in developing countries — and the drop in food prices since mid-2008. The recent increase in food prices, if it continues, will create obstacles in the further reduction of hunger. Of the eight Millennium Development Goals solemnly agreed by the UN in 2000, MDG 1 pledged to halve the proportion of hungry people from 20 to 10 percent by 2015. With five years to go, that proportion currently stands at 16 percent, however. Previously, in 1996, a World Food Summit had for the first time set a quantitative target of halving the number of hungry people from roughly 800 million in 1990-92 to about 400 million by 2015. Achieving that goal would mean cutting the number of hungry by over 500 million in the next five years.

Structural problem

The fact that historically the number of undernourished continued to increase even in periods of high growth and relatively low prices indicates that hunger is a structural problem, FAO said. It is therefore clear that economic growth, while essential, will not be sufficient to eliminate hunger within an acceptable period of time, FAO added. But "success stories do exist in Africa, in Asia and in Latin America," Diouf noted. These experiences need to be scaled up and replicated. Globally, the 2010 hunger figure marked a decline of 9.6 percent from the 2009 level. This reduction was mostly concentrated in Asia, where 80 million fewer people were estimated to be going hungry this year. In sub-Saharan Africa the drop was much smaller - about 12 million - and one out of three people there would continue to be undernourished.

Key findings

Other key findings of the report included:

- Two thirds of the world's undernourished live in just seven countries — Bangladesh, China, the Democratic Republic of Congo, Ethiopia, India, Indonesia and Pakistan.
- The region with the most undernourished people continues to be Asia and the Pacific with 578 million.
- The proportion of undernourished people remains highest in sub-Saharan Africa at 30 percent in 2010, or 239 million.
- Progress varies widely at country level. As of 2005-2007 (the most recent period for which complete data was available), the Congo, Ghana, Mali and Nigeria had already achieved MDG 1 in sub-Saharan Africa, and Ethiopia and others are close to achieving it. However, the proportion of undernourished rose to 69 percent in the Democratic Republic of Congo.
- In Asia, Armenia, Myanmar and Viet Nam had already achieved MDG 1 and China is close to doing so.
- In Latin America and the Caribbean, Guyana, Jamaica and Nicaragua had already achieved MDG1 while Brazil is coming close.

Source : Turquie News

URL : <http://www.turquie-news.fr/spip.php?article4847>

Date :14 Septembre 2010

L'emploi agricole amortit la montée du chômage en Turquie

Principale conséquence de la crise mondiale sur l'économie turque, le taux de chômage a sensiblement augmenté depuis 2008. Le retour à l'agriculture offre souvent une solution de repli pour les travailleurs délaissés par l'industrie. En Turquie 26% de la population travaille dans le secteur primaire. Le taux de chômage, en nette augmentation depuis deux ans, est la manifestation la plus spectaculaire de la crise mondiale sur l'économie turque. Sous l'effet du ralentissement de la croissance (-5% en 2009) et de la production industrielle, le taux de sans emplois est passé de 10,6% fin 2008 à 14% fin 2009, selon les chiffres révélés mi mars par l'office turc des statistiques.

Mais cette hausse serait nettement plus forte sans l'emploi agricole qui joue un rôle d'amortisseur de la crise. Hors agriculture, le taux de chômage est passé à 16,6% fin 2009, après avoir atteint 19% au début de la même année.

1/4 de la population active employée dans l'agriculture

L'agriculture adoucit les conséquences de la crise en offrant des possibilités d'emplois aux travailleurs les moins qualifiés. Selon Ubifrance, en novembre 2009, le secteur primaire emploie encore 26,1% de la population active, soit plus de cinq millions de personnes. Le secteur primaire représente 8,5% du PIB turc.

Cette part s'est réduite (40% de la population active travaillait dans le secteur en 1999), sous l'effet de la modernisation rapide du pays. Mais avec la crise, l'emploi agricole connaît une remontée sensible (+640.000 emplois en 2009), signe d'un retour de la main d'œuvre vers les villages. Ces travailleurs peu qualifiés avaient migré en masse vers les villes de l'Ouest et notamment vers Istanbul, qui concentre 40% de l'activité économique du pays.

L'industrie en panne

Selon Seyfettin Gürsel, directeur du centre de recherches économiques et sociales de l'université Bahçesehir d'Istanbul, "l'emploi agricole inhabituellement haut, stabilise le taux de chômage".

Cette tendance devrait se poursuivre, malgré des signes encourageants de reprise de l'économie. Selon les prévisions du gouvernement turc, le chômage pourrait culminer à près de 15% fin 2010.

Depuis 2008, de nombreux secteurs industriels ont dû réduire leur activité : à commencer par le textile, l'automobile et la construction, qui figurent parmi les plus gros pourvoyeurs d'emplois. La crise frappe principalement les grandes villes et en premier lieu Istanbul, où se concentre 40% de l'activité économique turque.

Source [Eco Nostrum](#)

Source : African Manager

URL : http://www.africanmanager.com/detail_article.php?art_id=129340

Date : 15 Septembre 2010

Tunisie : Questions autour de la crise agricole

Rarement rendez-vous aura réuni sur un même plateau un parterre si fourni de connaisseurs de la chose agricole. Ce fut, mardi soir, à la faveur du débat télévisé sur la Chaîne TV "Tunis 7" et la Radio nationale dans le cadre de la série de débats avec les membres du gouvernement, dont l'un, celui de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche, Abdesslem Mansour était sous le feu des questions de l'assistance composé, pour l'essentiel, de professionnels, de représentants de l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche /UTAP/, de l'Organisation de Défense du Consommateur /ODC/ et d'experts. De toute évidence, il était abondamment question des « moyens de contenir l'impact négatif des années difficiles que connaît l'agriculture en raison des conditions climatiques défavorables ». Le ministre a d'emblée indiqué que les conditions climatiques difficiles sévissent dans le monde entier et que, par rapport à l'année dernière, la production des céréales a baissé de moitié, outre le recul des cultures fourragères de 20 à 30% et des réserves d'eaux dans les grands barrages de 25%.

Rebondissant sur ces précisions, les intervenants ont demandé des éclaircissements sur le plan adopté par le ministère en vue de concrétiser et de valoriser les décisions présidentielles prises au profit du secteur céréalier. Ils ont mis l'accent sur l'importance de tirer profit des expériences menées en matière d'utilisation de nouvelles variétés sélectionnées, outre la contribution de la recherche scientifique dans la création de variétés résistantes à la sécheresse. Y répondant, le ministre a évoqué les efforts déployés en vue de promouvoir le secteur et garantir l'autosuffisance dans ce domaine, à travers la création de nouvelles variétés résistantes à la sécheresse et l'intensification de semences mères importées (pas moins de 10 variétés). Les résultats de la recherche scientifique ont permis de créer de nouvelles variétés de céréales caractérisées par leur résistance aux maladies fongiques comme les variétés " Nasr, Maàli, Salim" (blé dur), "Salambo, Utic, Hydra et "Tahent"(blé tendre), "Manel, Lemsi et Kounouz" (orge). Le ministre a mis l'accent sur l'importance d'œuvrer dans le cadre de groupements et de structures professionnels, en vue de renforcer la production et garantir un meilleur revenu pour l'agriculteur. Plusieurs participants ont demandé des éclairages sur le plan mis en place par le ministère en vue de faire face à la baisse enregistrée au niveau des fourrages, suggérant le réexamen des primes accordées au titre de l'élevage de génisses, outre la généralisation de l'expérience des centres de collecte de lait sur d'autres produits agricoles comme les viandes rouges. Il y a lieu de souligner que la décision présidentielle relative à la mise à niveau des centres de collecte de lait a concerné 229 unités, dont 200 ont obtenu la norme sanitaire. Le ministre a appelé à garantir davantage d'organisation au secteur de l'élevage qui englobe les viandes et le lait, l'ultime objectif étant de consolider les résultats déjà enregistrés par le pays, notamment, en matière d'autosuffisance dans le secteur laitier (la production a triplé depuis les années 80). Troisième volet abordé : l'eau. Sur ce registre, le ministre a affirmé que le taux d'approvisionnement des zones rurales en eau potable a atteint 94% et que l'objectif présidentiel dans ce domaine porte sur la réalisation d'un taux de 95%, à l'horizon 2014, avec un taux minimum pour tous les gouvernorats de 85%. Il a souligné que l'eau en Tunisie est saine à tous les niveaux, précisant que des analyses poussées sont menées dans ce domaine par les ministères de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche et de la santé, sous la supervision de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Il a indiqué que les zones qui souffrent d'un taux élevé de salinité, notamment, pendant l'été, sont suivies, relevant l'absence de réclamations sur cette question au cours de l'actuelle saison estivale et ce contrairement aux étés précédents.

Autre thème d'importance, l'agriculture biologique où la Tunisie occupe la première place en Afrique et la quatrième dans le monde. Les superficies consacrées à l'agriculture biologique ont atteint 336 mille hectares et les prévisions tablent sur 500 mille hectares, à l'horizon 2014. Le ministre a rappelé que l'objectif fixé dans ce cadre est d'atteindre 1% de la consommation nationale de produits biologiques. Enfin et s'agissant de l'huile d'olive, la Tunisie occupe la deuxième place sur le plan mondial au niveau des superficies d'oliveraies qui atteignent actuellement un million 700 mille hectares. Au cours de l'année 2009, le secteur a exporté 200 mille tonnes d'huile d'olive.

Selon les statistiques présentées par le ministre, le quota d'exportation de l'huile d'olive tunisienne vers le marché de l'Union Européenne est estimé à 56,6 mille tonnes, alors que les quantités exportées, jusqu'a ce jour, vers ce marché n'ont pas dépassé les 16 mille tonnes.

Source : Le Journal du Dimanche

URL : <http://www.lejdd.fr/International/Actualite/La-faim-est-une-question-politique-219546>

Date : 15 Septembre 2010

Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, alerte contre le retour de la crise alimentaire

"La faim est une question politique"

Au Mozambique, l'envolée des prix des matières premières a entraîné une flambée de violences ces derniers jours. Treize personnes ont été tuées. Le gouvernement a pris en urgence des mesures contre la vie chère. Mais certains craignent déjà la contagion à d'autres pays, où s'étaient déroulées en 2008 des émeutes de la faim. Interrogé par leJDD.fr, Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, tire la sonnette d'alarme.

Peut-on craindre un retour des émeutes de la faim?

Bien entendu. Les pays les plus vulnérables face à la hausse des prix sont les pays pauvres à déficit alimentaire, notamment les pays d'Afrique sub-saharienne qui dépendent des importations de riz et de blé pour nourrir leurs populations. Ces pays ont vu, ces dernières années, s'accroître considérablement leur dépendance vis-à-vis des importations de denrées alimentaires, à la fois en raison d'une croissance démographique forte et parce qu'ils n'ont pas suffisamment pu investir dans l'agriculture vivrière. Sur ces vingt dernières années, la facture alimentaire de ces pays a été multipliée par cinq ou six. Pour les familles qui, dans ces pays, consacrent 60 ou 70% de leur budget à l'achat de nourriture, le choc n'est pas tenable.

A-t-on tiré les leçons des événements de 2008?

Non. On a l'impression d'un film déjà vu. Nous n'avons pas appris du choc de 2008. Et surtout, les gouvernements n'ont pas réagi comme il l'aurait fallu: il y a eu trop de promesses non tenues, trop de sommets sans lendemain, trop de déclarations d'intention. Rien n'a été fait pour limiter les impacts néfastes de la spéculation sur les marchés dérivés des produits agricoles, ce qui conduit à la formation de bulles spéculatives sur ces marchés. Rien n'a été fait pour réguler le comportement des firmes de l'agro-alimentaire, qui abusent d'une position dominante dans certains pays pour acheter à des prix trop bas pour le producteur, et pour revendre à des prix trop élevés pour les consommateurs pauvres. Enfin, une fraction seulement des montants promis afin que l'on réinvestisse dans l'agriculture ont été libérés. Et je ne suis pas certain que ces sommes aient été utilisées de la manière la plus efficace.

La hausse du prix du blé est notamment liée à la décision russe de suspendre ses exportations de céréales après les incendies de l'été. Est-ce "raisonnable" de prendre ce genre de décision?

Cela doit s'apprécier au cas par cas. C'est parfois une mesure qui peut limiter l'impact de la hausse des prix dans les pays concernés. Mais souvent, cette réaction, dictée par la panique ou, parfois, par la spéculation, n'est pas rationnelle. Et c'est une mesure qui risque surtout d'être contre-productive. Si les pays exportateurs pour lesquels ce n'est pas une nécessité bloquent les exportations, les prix vont s'emballer, et leur pari - que les prix vont continuer de monter - devient une prophétie auto-réalisatrice. Ce qu'il faut, c'est plus de dialogue international, plus de transparence sur les stocks.

Comment expliquer la volatilité des prix sur les marchés des matières premières?

La volatilité de court terme - ce qu'il faut distinguer de l'évolution structurelle des prix sur le long terme - tient surtout au comportement des acteurs qui sont intéressés par des profits à court terme, en spéculant sur l'évolution des cours: le rôle des fonds d'investissement est devenu déterminant. Or, ces acteurs ne s'intéressent pas à l'économie réelle, aux "fondamentaux" de l'offre et de la demande ou de l'évolution des stocks. Ils s'intéressent aux réactions irrationnelles des marchés. En retour, la formation de bulles spéculatives influence les prix des denrées alimentaires: elles incitent à retarder les ventes, dans l'espoir que la hausse se poursuive, et à bloquer les exportations. Spirale infernale et dangereuse.

Les engagements en matière de lutte contre la faim pris par les Etats lors du sommet de Rome en 2008 et du G8 de L'Aquila en 2009 ont-ils été tenus?

Non. Sans mécanisme de suivi, sans reddition des comptes, l'irresponsabilité est complète. Il est temps de sortir de l'effet d'annonce.

Que pensez-vous de l'initiative française dans le cadre de sa présidence du G20 au premier semestre 2011 visant à réguler les marchés des matières premières?

Cette initiative est très importante et je la soutiens en principe. Mais il est important que toute démarche dans ce domaine soit véritablement multilatérale, et en particulier, qu'elle soit décidée en concertation avec le comité de la sécurité alimentaire mondiale constitué au sein de la FAO, qui est l'enceinte la plus représentative dont nous disposons. Depuis deux ans, j'appelle à un dialogue sur ce sujet précis. Je suis heureux que la France, avec quelques autres pays importants, partage ma préoccupation.

Regrettez-vous que malgré les effets d'annonce, la sécurité alimentaire ne soit pas toujours la priorité numéro un des gouvernements?

Bien entendu. Mobiliser l'opinion sur ce thème, afin de faire enfin bouger les gouvernements, présente cependant deux difficultés. D'abord, la faim est liée, dans nos représentations, à la terre et aux caprices de la météo. On a l'impression qu'elle est une catastrophe naturelle, une fatalité, plutôt qu'une question politique, ce qu'elle est pourtant. Ensuite, c'est un phénomène lointain: dans les pays riches, nul ne se sent directement concerné. Il faut sortir de ce sentiment d'impuissance et rompre avec cette indifférence.

Source : ENPI Info Centre

URL : http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id_type=1&id=22506&lang_id=450

Date : 17 September 2010

Important step towards liberalisation of EU-Morocco agricultural trade

The European Commission today adopted a draft decision on an EU-Morocco bilateral trade agreement for agri-food and fisheries products. It now passes to the Council and the European Parliament for approval. The agreement will provide the immediate liberalisation of 55% of imports from Morocco, while at the same time reinforcing the position of European exporters on the Moroccan market, particularly exporters of processed agricultural products, with full liberalisation of most products planned in stages over the next ten years.

In the agricultural products sector, the agreement will allow for the immediate liberalisation of 45% of the value of EU exports and 70% in ten years. The tinned food, dairy products, oilseeds and fruit and vegetable sector will benefit fully from total liberalisation. The fisheries sector will also be opened up for EU products (91% after five years and 100% in 10 years).

Community exports for these three sectors reached almost €1.03 billion in the 2007-2009 period. Under the agreement, exports will benefit from better access to this neighbouring market, which is currently undergoing strong demographic growth. In global terms, the overall trade balance during the same period was largely favourable to the European Union, with exports of €12.3 billion relative to imports of € 7.3 billion.

The agreement marks an important stage in trade relations between the EU and Morocco, in line with political commitments made in the framework of the Barcelona Process. In the context of the Euro-Mediterranean roadmap for agriculture (Rabat roadmap) adopted on 28 November 2005, the European Commission and Morocco began negotiations in February 2006 to improve the existing agreement on the liberalisation of trade in agricultural products, processed agricultural products, fish and fishery products.

Starting from a limited level of liberalisation under the current agreement, Morocco agreed to a major effort to open up by immediately liberalising 45% of imports from the EU in terms of value. As provided for in the Rabat roadmap, Morocco will benefit from a transition period for the complete liberalisation of certain products. Thus the value of fully liberalised trade will increase to 61% in five years and 70% in ten years.

From the European Union's perspective, the agreement responds by providing the immediate liberalisation of 55% of imports from Morocco. The improved concessions in the fruit and vegetable sector, which accounts for 80% of the EU's imports, have taken account of particular sensitivities, with the aim of integrating Moroccan exports into the EU market and promoting complementarities between the production systems.

L'Espagne et la France renforcent la coopération dans le contrôle de leurs flottes de pêche

Les directeurs généraux des ressources halieutiques de l'Espagne et de la France, respectivement Alejandro Polanco et Philippe Mauguin, ont signé le 10 septembre 2010 à Paris un plan d'action bilatéral pour le contrôle de l'activité de la pêche des flottes de chaque pays avec l'objectif de promouvoir une pêche responsable et durable.

Ce plan conjoint renforce l'accord signé en novembre 2006 par les deux pays, et vise à encourager la transparence et la confiance mutuelles en matière de contrôle de l'activité halieutique (ports, débarquement des marchandises, inspections, etc.) ainsi qu'à renforcer l'échange d'informations relatives à la pêche entre les deux administrations.

Parmi les autres mesures prises, l'accord prévoit la création d'équipes mixtes pour mettre en place des opérations de contrôle communes en mer, à terre et en air et élaborer des analyses-risque des navires. De plus, les deux pays sont convenus d'échanger des informations sur les inspections effectuées des navires et sur les possibles fraudes détectées. L'accord prévoit la possibilité d'établir des mesures provisoires conjointes dans les cas de détection de violations aux lois, comme l'utilisation de navires non réglementaires, la pêche sans permis, hors quotas ou dans les périodes non autorisés ainsi que le transport de captures irrégulières.

L'Espagne et la France sont deux des principaux producteurs de pêche (en capture et aquaculture) parmi les pays méditerranéens (les deux pays avec l'Italie assurent 40% du volume produit) et les deux premiers de l'Union européenne (30% du volume total de l'UE-27). En 2009, la France comptait avec une flotte de 7 400 bateaux et l'Espagne de 11 200. La pêche de capture est néanmoins en forte baisse, principalement à cause de la diminution des prélèvements dans l'Atlantique depuis le milieu des années 1970 lié à la raréfaction des ressources. Des réglementations pour la préservation des ressources halieutiques ont été mises en place ces dernières années dans les deux pays, notamment dans le cadre Politique commune de la pêche de l'UE.

Espagne : le gouvernement approuve le projet de loi de sécurité alimentaire et nutrition

Le Conseil des ministres a approuvé le 3 septembre 2010, sous proposition des ministères de la Santé et de l'Agriculture, le projet de Loi de Sécurité Alimentaire et Nutrition. Celui-ci unifie et renforce la législation existante sur les aliments et la nutrition avec l'objectif d'assurer la sécurité des citoyens en matière alimentaire. Cette démarche s'inscrit dans les compromis acquis par le gouvernement dans le cadre de l'adoption d'une Stratégie de sécurité alimentaire 2008-2012.

La nouvelle loi est très avancée en la matière puisque le concept de sécurité alimentaire, qui est habituellement associé à la sûreté des aliments (sans pathogènes ni contaminants), inclut également la promotion de modes de consommation favorables à la santé et capables de prévenir les maladies. La loi vient aussi de doter l'Etat espagnol, qui ne disposait jusqu'à la date que des réglementations européennes de base, de mécanismes de coordination nécessaires pour appliquer ces réglementations dans les communautés autonomes puisqu'en Espagne, ce sont celles-ci qui détiennent les prérogatives sur le contrôle des aliments.

En matière de sécurité alimentaire, la nouvelle loi stipule notamment l'obligation des administrations autonomes et centrales de renforcer l'échange et la diffusion d'informations (réglementations, études de risque, données analytiques et scientifiques, etc.) parmi les professionnels, les chercheurs, et les citoyens. Aussi, il sera créé un réseau de laboratoires de contrôle officiel de sécurité alimentaire coordonné par l'Agence Espagnole de Sécurité Alimentaire et Nutrition (AESAN). Ce mécanisme doit permettre le renforcement du contrôle alimentaire, l'amélioration de la gestion de la qualité et l'encouragement de la recherche analytique des aliments.

Sur le plan nutritionnel, le projet envisage principalement la lutte contre l'obésité et la prévention des maladies chroniques dérivées (diabète, maladies cardiovasculaires, etc.). Il est prévu également la création d'un Observatoire qui réalisera des études périodiques sur la situation nutritionnelle de la population espagnole. Outre des mesures concrètes sur la composition des aliments appliqués à l'industrie (diminuer la teneur en acides gras) la loi fait référence aux politiques ciblant la population jeune. En effet, on estime qu'actuellement 9% des jeunes espagnols souffrent d'obésité et 18% seraient en situation de surpoids. Dans ce sens, la loi précise que l'alimentation dans les écoles doit être variée et adéquate aux besoins nutritionnels des élèves. Pour ce faire, il est prévu, par exemple, d'introduire des nutritionnistes comme responsables des menus scolaires. De plus, l'augmentation de l'information nutritionnelle aux parents sur les menus et l'interdiction de la vente d'aliments et boissons défavorables à la santé seront également des mesures soutenues par cette nouvelle réglementation. Enfin, la loi envisage des actions dans le secteur publicitaire des aliments. Il est notamment proposé le renforcement des codes de conduite existants de régulation des communications commerciales d'aliments et boissons destinées aux jeunes de moins de 15 ans.

Source : Le Monde

URL : http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/09/20/le-modele-alimentaire-francais-contribuerait-a-limiter-l-obesite_1413483_3244.html#ens_id=1413681

Date : 21 Septembre 2010

Le modèle alimentaire français contribuerait à limiter l'obésité

Trois repas par jour, variés, pris à heures relativement fixes, et partagés souvent en famille : ce modèle alimentaire, typiquement français, "*contribue à limiter le risque d'obésité*", selon le Crédoc, qui note que la proportion d'obèses est de 14,5 % en France contre 26,9 % aux Etats-Unis.

Dans une étude, publiée lundi 20 septembre, le centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) estime que différentes comparaisons "*permettent de penser*" que "*donner davantage d'importance au modèle alimentaire et à la tradition culinaire serait un moyen de se préserver de l'obésité*". Une des caractéristiques du modèle alimentaire français est "*la concentration des apports énergétiques lors des repas*" (90,2 %), rappelle le Crédoc. Ainsi, seuls 9,8 % des calories sont absorbées hors repas en France contre 21,6 % pour son antimodèle américain.

En France, les prises alimentaires se concentrent sur trois principaux repas, qui comportent plusieurs plats et sont pris à des heures relativement communes à tous. "*En France, l'idée que l'acte alimentaire puisse se réduire à sa seule dimension fonctionnelle n'a pas cours. Même si l'accélération des rythmes sociaux et les exigences du travail concourent à réduire le temps passé à table, le temps du repas reste valorisé pour lui-même et apparaît comme nécessaire à la vie en société*", décrit le Crédoc. Aux Etats-Unis, au contraire, "*se nourrir est considéré comme un acte technique*", pouvant donc se faire "*parallèlement à d'autres activités ou être bref et fréquent*." Ce sens donné à l'acte alimentaire peut expliquer en partie que la part des personnes obèses est plus faible en France (14,5 %) qu'aux Etats-Unis (26,9 %), bien que d'autres facteurs (génétique, activité physique...) entrent en ligne de compte, estime le Crédoc.

CONVIVIALITÉ

Autre caractéristique du modèle français : la convivialité. C'est "*le principal sens que les Français donnent aux repas*". Cela favorise la régularité des prises alimentaires, dans des horaires resserrés, et "*réduit le risque de comportement compulsif*". 15 % des repas sont festifs, c'est-à-dire durent plus d'une heure et sont pris avec d'autres convives, chez des amis ou au restaurant.

Ce modèle reste très majoritaire en France, où notre "*relation à l'alimentation*" évolue très lentement selon le Crédoc : "*La part des adultes prenant sept déjeuners par semaine est passée de 84,7 % en 1999 à 91,2 % en 2003 puis à 87,1 % en 2007. De même, la part des adultes prenant sept dîners par semaine est passée de 85,4 % en 1999 à 93,6 % en 2003 puis à 89,2 % en 2007.*" L'étude montre cependant que les plus jeunes sont davantage tournés vers des produits transformés et préparés, alors que les plus âgés consomment plus de produits bruts.

"*La forte synchronisation des repas français a également été observée dans une étude menée à l'échelle européenne. Elle révèle qu'à 12 h 30, 57 % des Français sont occupés à manger contre 38 % des Belges, 20 % des Allemands, 14 % des Britanniques*", précise l'étude.

Pour en savoir plus :

- L'étude du Crédoc : "[Le modèle français contribue à limiter le risque d'obésité](#)", dans sa lettre *Consommation et modes de vie*
- La dernière enquête [ObEpi sur l'obésité et le surpoids en France \(2009\)](#)
- Le site nutrition et santé du gouvernement français : www.mangerbouger.fr, qui met à la disposition du grand public une série d'études sur l'impact de l'alimentation sur la santé, entre autres, [le programme national nutrition santé](#), et le [baromètre nutrition santé 201](#)
- L'enquête d'Eurostat au niveau européen : "[How Europeans spend their time \(1998-2002\)](#)"

Source : Hürriyet Daily News

URL : <http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=livestock-price-troubles-hit-hungary-too-2010-09-06>

Date : 21 September 2010

Turkish red meat imports export high prices

DİNÇER GÖKÇE
ISTANBUL – Referans

Livestock imports have failed to pull red meat prices down to normal levels in Turkey and have moreover begun to threaten the balance of regional supply and demand. Importers speaking to business daily Referans say prices in Hungary have nearly doubled, while purchasing from distant markets is not cost effective.

A recent relaxation in Turkish livestock imports that were intended to curb rising domestic red meat prices have unexpectedly caused price hikes in regional markets.

After the Turkish government recently permitted the Turkish private sector and the Meat and Fish Institute, or EBK, to increase livestock imports, prices in the markets from which Turkey is buying have increased.

Red meat prices have begun to increase in Hungary, from where Turkey mostly chooses to import red meat. One kilogram of livestock, which varied between 1.5 and 1.7 euros in April this year, has increased to between 2.6 and 3 euros following Turkey's livestock import relaxation decision.

The price hike following Turkey's significant entry into the Hungarian market is undeniable, said Emin Arslan, board chairman of Etçi Et, which has been conducting studies on the recent livestock imports.

The number of countries and regions from which Turkey can import livestock is limited and includes regional markets such as Estonia, Lithuania, Latvia and Hungary.

Except for Hungary, other regional markets are quite small and are not able to fulfill Turkish demand by themselves, sector officials say. For this reason, Hungary is the first local market preferred for livestock imports.

Hungary, however, is not only attracting Turkish importers. Jordan's Hijazi Group, which has won many bids from EBK, Etçi Et, Kayarlar Et, Etbank, Erşan Et and Fayda, is another international company sourcing meat from the Eastern European market.

"We are closely following the price movements in many countries," said Arslan. "One kilogram of livestock in Hungary, which was nearly 1.5 euros in April, has increased to 3 euros."

Upturned balances

Livestock is in high demand in Estonia, Lithuania and Latvia, meaning that not only are local stocks incapable of fulfilling Turkish demand, prices are comparatively higher than those in Hungary, Arslan said, adding that a significant amount of Turkey's imports consequently come from Hungary.

"Due to this situation, we have upset the price balance in Hungary, too."

Meanwhile, importing from distant markets, such as Uruguay, Chile, New Zealand or Australia is more costly, he said.

"For a real solution, the government should allow imports from major European countries rich in livestock."

Etbank owner Hakan Başer, who plans to visit Hungary in the next few days to buy 2,000 animals, also complained of rising prices. "The price per kilo in Hungary used to be 1.5 euros, but now the figure is 3 euros," he said.

According to director Yusuf Büyükbaş, Erşan Et is also conducting market research in Hungary, as well as in Estonia and Latvia. "But we cannot find livestock in these latter countries either. Meat prices have already increased."

Turkish companies that have attempted to purchase livestock from these three markets are either returning "empty-handed" or with few animals, Büyükbaş said.

Despite surging imports, meat prices have not declined in Turkey, Büyükbaş said. "In the next few days we will be missing current prices," he said. "The Feast of the Sacrifice is approaching. We may face a serious supply problem [then]."

The problem has a global dimension, Büyükbaş said. "Because of the Feast of the Sacrifice, Saudi Arabia alone needs 7 million animals. This figure could unbalance the global market equilibrium."

Source : Le Maghreb

URL : <http://lemaghrebdz.com/lire.php?id=29609>

Date : 22 Septembre 2010

Algérie : Lutte contre la désertification et préservation des ressources génétiques

L'expérience algérienne mise en exergue à Tunis

Le représentant de l'Union des paysans algériens (UPA), Abdelkrim Lebcir, a mis en exergue l'expérience algérienne en matière de lutte contre la sécheresse et la désertification et la préservation de l'environnement lors de la conférence régionale maghrébine sur les défis des changements climatiques, tenue à Tunis. Approché par l'APS en marge de la conférence, le représentant de l'UpA a indiqué que cette expérience "pionnière" se base sur la construction de barrages et de bassins au niveau de toutes les wilayas afin de fournir l'eau potable et l'eau destinée à l'irrigation de manière à faire face à la sécheresse et la désertification. S'agissant de la préservation de l'environnement, l'intervenant a évoqué les efforts déployés par l'Algérie visant la mise en œuvre des clauses de la convention internationale sur la pollution appelant à construire des stations de traitement des eaux usées dans les villes arabes d'ici 2012.

Par ailleurs, M. Labcir a appelé les médias maghrébins à se mobiliser en vue sensibiliser au phénomène du réchauffement climatique et ses retombées, telles que la sécheresse et la désertification. Dans ce contexte la conférence a recommandé la nécessité de fournir des "réserves" d'eaux pluviales en construisant des barrages, des puits et en utilisant la technique "goutte à goutte" et l'irrigation complémentaire. Tenue à Tunis, la conférence régionale maghrébine sur les défis des changements climatiques s'inscrit le cadre des préparatifs du Forum africain prévu en octobre au Burkina Faso. Par ailleurs, Fatima Maameri, chercheur algérienne, a mis en exergue l'expérience algérienne dans le domaine de la préservation des ressources génétiques végétales et animales en vue de garantir la sécurité alimentaire et de mettre un terme à la dépendance alimentaire. Dans une déclaration en marge de la conférence sur le renforcement des capacités des pays maghrébins en matière de préservation des gènes végétaux et animaux tenue à Tunis, Mme Maameri a indiqué que l'Algérie a réalisé des "avancées considérables" dans ce domaine citant le Programme national d'amélioration et de diversification de la production végétale. Mme Maameri, chercheur au laboratoire des ressources génétiques végétales et membre du Comité scientifique consultatif sur la banque de gènes, a rappelé les recherches effectuées en Algérie, notamment dans le domaine de la caractérisation et des plantes médicinales aromatiques et les fourrages. Elle a en outre affirmé que la création d'une banque de gènes à Baraki permettrait d'intensifier les essais et recherches dans le domaine de la préservation des gènes permettant ainsi de hisser le niveau de la production agricole et animale et de garantir la sécurité alimentaire. Mme Maameri a souligné l'importance de la création de ce "pôle", du fait qu'il consacre le développement continu des ressources génétiques et contribue à la concrétisation des recherches scientifiques sur le terrain. S'agissant des résultats de l'atelier, elle a affirmé que ces résultats ont permis l'échange d'expériences entre les pays maghrébins, permettant ainsi un impact positif sur les activités de la banque de gènes d'Alger. Un atelier régional maghrébin s'était ouvert mardi à Tunis sur la préservation des gènes végétaux et animaux, avec la participation de plusieurs experts, chercheurs et techniciens en provenance des pays maghrébins.

R.A.

Source : Hürriyet Daily News

URL : <http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=agricultural-lands-new-favorite-for-foreign-2010-09-12>

Date : 22 September 2010

Turkey's agricultural land new foreign investment target

Foreign investors are increasingly focusing on opportunities in Turkish agriculture, according to the head of a rice company. Mehmet Erdoğan, chairman of Sezon Piriç, says agriculture will be a crucial sector soon, as food shortages could even become causes of wars. 'Hedge funds and lenders are also getting ready to purchase or rent agricultural land,' he says.

Foreign investment, which until recently focused mainly on the retail, tourism and finance sectors, has begun to rapidly shift toward agriculture, according to Mehmet Erdoğan, chairman of Turkish rice producer Sezon Piriç.

As the issue is very important for Turkey's agricultural sector, it should be seriously discussed in terms of the nation's strategy for the upcoming years, Erdoğan said in a press statement.

Turkey has around 24.3 million hectares of agricultural land, Erdoğan said, adding that currently 16.2 million hectares of this is used. "Four million hectares are uncultivated and three million hectares are perennial. This situation makes Turkish agriculture one of the main targets for foreign capital."

Noting that foreign capital is being used for agricultural land purchases, Erdoğan said according to United Nations data in the last three years 30 million hectares of arable land worldwide has been purchased or rented with foreign capital.

The world has 2.7 billion hectares of arable land, according to the U.N. Food and Agriculture Organization. Erdoğan said only 1.5 billion hectares of this is used.

Food security a key issue

"The rest, 1.2 billion hectares, mostly in the southern hemisphere, attracts foreign capital as agriculture will be a crucial sector very soon and can even be the cause of wars.

"Foreign investors know that there is a large market in Turkey and they are trying to invest in trade, production and technology of the agricultural sector," he said. "Meanwhile, hedge funds and lenders are also preparing to purchase or rent arable land."

Due to food crises and global warming, the importance of the agricultural sector has increased, Erdoğan said.

Some countries such as China, South Korea and Saudi Arabia make purchases at the governmental level in other countries to cover their natural resource shortages, he said. "During recent years, as the effects of global warming have increased, the main purpose of these acquisitions has begun to be cornering water resources. We should not forget that competitiveness in the agricultural sector will increase much more with the entrance of foreign capital. So, it is advised to take measures in parallel with this situation."

Sezon Piriç has a rice production facility in Edirne, Turkey.

Mode de vie, alimentation et hospitalité : des images fortes pour la Méditerranée

La Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, dont le siège se situe à Alexandrie (Egypte), a publié un Rapport intitulé « *Tendances Interculturelles Euro-Med 2010* ». Celle-ci repose sur une enquête d'opinion réalisée en collaboration avec l'Institut Gallup sur un échantillon de 13 000 habitants issus de 13 pays européens et sud-est méditerranéens¹.

Le Rapport, qui a été présenté à Bruxelles le 15 septembre 2010, révèle que la Méditerranée, en tant que représentation socioculturelle, existe pour la majorité des habitants de la région, et que l'image qu'elle renvoie est globalement positive. En effet, quand ils ont été confrontés à différentes conceptions de la région, les répondants des deux côtés de la Méditerranée ont eu tendance à préférer les aspects positifs aux traits négatifs.

Plus de trois-quarts des personnes interrogées ont déclaré que la région était plutôt ou fortement caractérisée par son hospitalité, son mode de vie et sa gastronomie, son patrimoine culturel et son histoire communs et sa créativité. Néanmoins, des différences apparaissent nettement dans les réponses entre habitants de deux rives. Par exemple, les Européens associent plus souvent la région méditerranéenne à un certain mode de vie et à une nourriture spécifique que ceux des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (90% contre 75%), et perçoivent plus souvent la région comme une source de conflits (73% contre 61%). Aussi le Rapport souligne qu'une majorité de personnes reconnaissent les avantages qu'il y aurait à tirer d'une plus forte coopération régionale, telle que l'ambitionne l'initiative de l'Union pour la Méditerranée.

D'autre part, le document note une augmentation des interactions entre les populations à travers l'Europe et la Méditerranée mais aussi un fossé dans les perceptions mutuelles. En effet, la méconnaissance et les perceptions erronées demeurent manifestes entre les populations, en particulier en ce qui concerne la perception des systèmes de valeurs de l'Autre. Le Rapport révèle notamment l'hétérogénéité des points de vue quant aux valeurs religieuses.

En s'appuyant sur les conclusions de l'enquête et sur les analyses du Rapport, un certain nombre de directives et de propositions ont été formulées, dont celles consistant à relayer les images et valeurs clés associées à la région. Soutenir les médias dans l'amélioration de la connaissance et du respect, encourager le dialogue entre les personnes de religions différentes, ou investir dans l'éducation interculturelle figurent parmi les principales pistes envisagées.

Lors de la cérémonie d'ouverture organisée à l'occasion de la publication du Rapport, le commissaire européen en charge de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage, Štefan Füle, a affirmé qu'il faut voir dans ce rapport un message d'espoir parce que, « *malgré les tensions et les difficultés récurrentes qui caractérisent la région euro-méditerranéenne, il existe des tendances positives en faveur d'une prise de conscience accrue et partagée de notre avenir commun.* » Il a ajouté que « *la curiosité à l'égard de l'autre demeure une caractéristique profondément enracinée dans nos sociétés euro-méditerranéennes: il s'agit là de l'un des messages les plus positifs et les plus optimistes du rapport* ».

¹ Les treize pays euro-méditerranéens concernés par l'enquête d'opinion Anna Lindh/Gallup 2010 étaient : l'Allemagne, la Bosnie-Herzégovine, l'Egypte, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, le Liban, le Maroc, le Royaume Uni, la Suède, la Syrie, et la Turquie.

La Fondation Anna Lindh, créée en 2005 a pour dessein de rapprocher les populations des deux rives de la Méditerranée afin d'améliorer le respect mutuel entre les cultures et de soutenir la société civile travaillant pour un avenir commun dans la Région. Elle travaille sur des projets dans les domaines de la culture, de l'éducation, des sciences, des droits de l'homme, du développement durable, du renforcement de pouvoir des femmes et des arts.

Source : Fondation Anna Lindh <http://www.euromedalex.org/fr/node/12516>

Le retour de l'insécurité alimentaire en Syrie

La Syrie a fait de l'agriculture un pilier de son développement depuis une trentaine d'années, en particulier en procédant à une intensification des productions par le recours à l'irrigation et à l'usage plus massif des intrants, tout cela avec un arrière-plan de redistribution foncière. Dans un monde arabe où la dépendance alimentaire est structurelle et où l'insécurité alimentaire affecte certaines de ses populations et de ses régions, la Syrie, avec son autonomie en produits de base, faisait figure d'exception, au moins jusqu'en 2007, année à partir de laquelle un phénomène de sécheresse durable s'est installé dans le pays. Cette année, la production du blé, considérée comme une ressource stratégique en Syrie, est estimée à 2,4 millions de tonnes contre 4,1 millions en 2007 et le pays doit importer du blé pour la troisième année consécutive car la consommation nationale augmente.

Depuis 2007, ce sont surtout les districts de Qamishli et de Hasakeh, grands pourvoyeurs de produits agricoles, notamment de céréales et de coton, qui sont affectés par la raréfaction des précipitations. Non seulement cette sécheresse affecte le secteur de l'agriculture pluviale mais il touche également le secteur irrigué. Ainsi, à l'heure actuelle, l'assèchement du Khabour dont les eaux affluent vers l'Euphrate empêche l'irrigation dans la région.

A ces dégâts qu'occasionne la sécheresse s'ajoutent les dommages imposés aux céréales par la rouille jaune qui s'est installée dans la région mésopotamienne, depuis la Turquie à l'Irak. Ces problèmes climatiques, et maintenant fongiques, ont des effets indirects sur les élevages car le coût de l'alimentation animale s'est fortement renchéri. Beaucoup d'éleveurs sont alors conduits à vendre tout ou partie de leur cheptel. De même, cette situation a des effets sur l'industrie textile et les exploitations cotonnières qui emploient ensemble 20% de la main-d'œuvre syrienne.

La baisse des revenus pour les paysans et les éleveurs rend la situation dramatique au point que la question de la sécurité alimentaire se pose avec une forte acuité. Les déclarations récentes du rapporteur spécial des Nations Unies, Olivier de Schutter, à ce propos sont particulièrement inquiétantes puisque celui-ci n'hésite pas à évoquer le spectre de la famine. Pour l'heure, le programme alimentaire mondial s'est mobilisé pour prévenir une catastrophe alimentaire. De son côté, le gouvernement syrien a mis en œuvre un plan d'aide à l'agriculture. Il prévoit le rééchelonnement des dettes tandis que le fonds de soutien agricole créé en 2008 est réactivé depuis juillet pour subventionner les producteurs. Par exemple, le fonds alloue 168 euros par hectare aux producteurs de pomme, 235 euros par hectare aux producteurs d'agrumes, 84 euros par hectare aux oléiculteurs et 168 euros par hectare aux producteurs de maïs. Parallèlement, la banque coopérative agricole augmente son enveloppe de prêts bonifiés. C'est bien sûr vers les régions orientales et septentrionales les plus touchées que ce plan est ciblé.

Source : ANBA Brazil-Arab News Agency

URL : http://www2.anba.com.br/noticia_opportunidades.kmf?cod=10678326&indice=0

Date : 23 September 2010

Brazil and Algeria unbar chicken trade

A bureaucratic problem was barring Brazilian exports of thermo processed products in the sector to the Arab country. The theme was discussed during a visit by a Brazilian trade delegation to Algiers.

Algiers – Brazilian exports of thermo processed (cooked) chicken products to Algeria should boom in coming months. Representatives of the Ministry of Agriculture, Livestock and Supply, the Brazilian Poultry Union (Ubabef), the Brazilian Beef Industry and Exporters Association (Abiec) and companies participated on Thursday (16), in Algiers, in a series of meetings at the Veterinary Service Division of the Ministry of Agriculture of the Arab country to solve a bureaucratic impasse that barred shipment.

According to the Market Relations manager at the Ubabef, Adriano Zerbini, Brazilian authorities were too harsh regarding interpretation of registration of slaughterhouses to export to Algeria, different from the Algerian authorities.

"The government of Brazil said it could only allow export after inspection and approval of production units by Algerian authorities. They, in turn, answered that they could not do proceed with inspection as they understood that the production units certified by the government of Brazil in the list [of slaughterhouses approved for export by the Ministry of Agriculture] were automatically approved for export," said Zerbini.

According to him, the Brazilian embassy in Algiers sent an official communiqué to clarify the impasse and for the government of Algeria to formally request the list of companies confirmed as exporters by the Ministry of Agriculture, and that produce according to halal slaughter. "The Algerian Foreign Ministry should also produce a document cancelling the bureaucratic impasse that halted exports," he declared.

The secretary general at the **Arab Brazilian Chamber of Commerce**, Michel Alaby, accompanied the meeting and said that "there has already been approved certification since 2002, in place since 2008, but there was still another hindrance to exports, namely the approval of the list of Brazilian slaughterhouses". "After this meeting, I believe that Brazil may finally start exporting processed chicken to Algeria," said Alaby.

He added that Algeria should tender the operation of three slaughterhouses to process beef and mutton, with a capacity for 40,000 tonnes a year. The ministry representatives also called for exchange of scientific information in the veterinary ambient and in the poultry and beef sectors.

"They want to exchange information regarding animal products, with regard to the sanitary question, and technical collaboration between Brazilian and Algerian laboratories in the veterinary area. And greater participation of specialists in seminars and forums regarding sanitary matters and animal production," finished off Alaby.

Geovana Pagel* geovana.pagel@anba.com.br

Source : France agricole

URL : <http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/marche-des-cereales-le-mais-pourrait-guider-la-tendance-au-cours-des-prochaines-semaines-agritel-32336.html>

Date : 23 September 2010

Marché des céréales

Le maïs pourrait guider la tendance au cours des prochaines semaines (Agritel)

S'il reste peu de surprise à attendre du côté de la production de blé en 2010 dans l'hémisphère Nord, « pour le maïs, première céréale produite au monde, il reste en revanche fort à faire et cette dernière pourrait progressivement récupérer la place de leader dans l'évolution des prix des céréales », selon une analyse du marché céréalier diffusée mardi à la presse par Agritel. « Les coupes débutent et les premières déceptions s'ensuivent », poursuit-il.

Les cultures de maïs ont souffert de la sécheresse cet été dans les pays de la mer Noire, « ce qui conduit inexorablement à des rendements bien inférieurs aux chiffres publiés par le département américain de l'Agriculture » (USDA), précise le spécialiste de la gestion des risques de marché.

« Au point que le gouvernement ukrainien envisage la mise en place de quotas à l'exportation, à l'image de la Russie un mois plus tôt. »

« En France, la pression de la maladie pourrait affecter le potentiel localement, mais surtout la collecte de grain sera entachée par une nette progression des récoltes ensilage, les éleveurs cherchant un palliatif à l'augmentation des prix des aliments », poursuit Agritel.

Enfin, les Etats-Unis, produisant 40 % de la production mondiale de maïs « pourraient faire défaut cette année à la dynamique engagée depuis le début des années 2000 ».

Pourtant, « l'augmentation incessante des besoins liés à la production d'éthanol, ainsi que le féroce appétit de l'Asie dont l'augmentation du niveau de vie engendre des besoins croissants pour l'alimentation animale, ne laissent que peu de place à une récolte décevante », affirme Agritel.

« C'est dans ce contexte inquiétant que les résultats décevants » de la récolte de maïs aux Etats-Unis « pourraient faire l'effet d'une bombe dans un marché des céréales mondiales déjà attisé par le contexte du blé. Les stocks pourraient sombrer dramatiquement bas, si une récolte inférieure aux attentes se confirmait », ajoute-t-il.

Source : IRIN

URL : <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportID=90461>

Date : 23 September 2010

LEBANON: Top five environmental threats

BEIRUT, 14 September 2010 (IRIN) - Lebanon faces a number of environmental threats, including air and water pollution, risks associated with climate change, and the impact of the 2006 war with Israel. IRIN takes a look at the top five.

The Mediterranean

Habitat destruction is putting Lebanon's fishing industry, which according to the UN Food and Agriculture Organization (FAO) accounts for around 6,500 jobs, at risk of collapse if part of Lebanese waters are not designated protected zones in the near future, according to a new Greenpeace report A Network of Marine Reserves In The Coastal Waters of Lebanon. Greenpeace says 18 designated marine nursery reserves should be created along the Lebanese coastline to replenish endangered fish populations which have been in decline for three decades. With the prospect of offshore oil and gas exploration (approved by the Lebanese parliament in a new law), Greenpeace warns that "Lebanese coastal waters are also at high risk of accidental spills if exploitation of underwater marine petroleum oil reserves develops in Lebanon."

Air Pollution

Scientists are warning that pollutants in Beirut's air have reached concentration levels so high as to become toxic for human health. Long-term exposure at levels of concentration exceeding 40 micrograms per square metre, according to World Health Organization (WHO) standards, may decrease lung function and increase the risk of respiratory symptoms in humans. According to WHO, levels should be below 20 micrograms per cubic metre to prevent ill health. While the Mediterranean climate and stagnant air may "trap" toxic gases, the report suggests that 52 percent of the air pollution is from vehicles. Residents of Beirut on average own 2.6 cars.

Climate change

Climate-dependent sectors of the economy in Lebanon such as agriculture and tourism could be affected, according to the 2009 report Rising Temperatures, Rising Tensions, by the International Institute for Sustainable Development. With 60 percent of Lebanon's economic activity taking place in a narrow coastal strip along the Mediterranean, it could be susceptible to flooding and erosion as sea levels are predicted to rise. Climate change could also close off previously viable economic activities such as the export of water intensive crops.

Water

Lebanon is the least water scarce country in the Middle East with an annual average rainfall exceeding 800 million cubic metres (mcm), which helps sustain more than 2,000 springs during the seven-month dry season. However, due to water shortages especially during the dry season the average household in some areas receives under 50 litres per day, which WHO says is the minimum to ensure a healthy environment. It is particularly urban centres, say scientists, that will experience water shortages. Over 80 percent of Lebanon's population lives in urban areas. According to experts, the number of rainy days has fallen from 80-90 a year on average 20 years ago to 70. The intensity of the rainfall has correspondingly gone up, meaning less of it seeps into the soil, and more of it runs along the ground, causing soil erosion, landslides, flash floods and ultimately desertification. Lebanon gets 35 percent of its water from snow. With a rise in temperatures snowfall will decrease and the snowline will rise, according to surveys at the Regional Water and Environment Centre of Saint-Joseph University in Beirut.

War

During the July War of 2006, the largest environmental catastrophe was the bombing of Jiyeh power station causing 15,000 tons of oil to seep into the ocean and affecting 150km of the Lebanese coastline as well as parts of Syria's coast. According to the UN Environment Programme (UNEP) 2007 Post-Conflict Environmental Assessment report, "the environmental legacy of conflict is broadly similar with environmental and health issues linked to toxic or hazardous ashes, oils, heavy metals, industrial chemicals, rubble, solid waste and sewage. These may pose health risks to clean-up workers, local communities and at several sites have the potential to leak into water supplies unless sites are thoroughly decontaminated and the pollution contained."

Source : EurActiv

URL : <http://www.euractiv.fr/dechets-agricoles-potentielle-source-energie-indique-etude-article>

Date : 27 Septembre 2010

Les déchets agricoles sont une potentielle source d'énergie, indique une étude

Recueillir les résidus agricoles pourrait, selon un rapport, être un commerce profitable pour le secteur agricole européen, si l'Union européenne encourageait cette pratique.

La récolte des résidus issus de l'agriculture -habituellement laissés dans les champs- pour les transformer en une nouvelle génération de biocarburants pourrait générer jusqu'à 31 milliards d'euros par an pour l'économie européenne d'ici 2020, selon l'étude publiée par Bloomberg New Energy Finance, le 14 septembre. Ce système pourrait revitaliser le secteur agricole en difficulté. Avec entre 250 et 300 millions de tonnes de résidus agricoles disponibles annuellement d'ici 2020 à convertir en bio-produits près d'un million d'emplois pourraient être générés sur la prochaine décennie dans les 27 Etats membres, selon cette même étude. Le plus grand potentiel d'approvisionnement de biomasses se trouve en France et en Allemagne, là où se trouvent les grandes centrales électriques, poursuit le rapport.

La paille de blé, les résidus de betterave à sucre, la paille d'orge constituent les principales sources potentielles de biomasse de l'UE, selon le texte. L'agriculture fournirait 80 % de ces résidus de biomasse, complétée par l'exploitation des forêts et les déchets solides municipaux. Si la plupart des résidus étaient rassemblés plutôt que de pourrir dans les champs, ils pourraient produire entre 75 et 90 milliards de litres pour la prochaine génération d'éthanol, estime Bloomberg, qui suppose que seulement 25 % de la biomasse est concrètement récupérée, le reste étant laissé pour nourrir le sol.

Besoin d'incitations

Toutefois, il n'y a actuellement rien dans l'UE qui puisse inciter les agriculteurs à récolter leurs résidus pour les transporter dans une bioraffinerie, qui aurait la capacité dans le futur de les transformer en bioéthanol ou en produits biochimiques de nouvelle génération, affirme le rapport. Le gouvernement américain a, de son côté, mis en place, en 2009, un système qui offre des avantages financiers aux agriculteurs qui récupèrent les résidus agricoles. Le Biomass crop assistance programme (BCAP) offre des paiements de contrepartie allant jusqu'à 45 dollars par tonne sèche de biomasse récoltée. Une politique de soutien aussi claire serait très utile pour assister les producteurs de biomasse dans les 27 pays de l'UE et aider à débloquer les ressources qui en découlent, explique le rapport. Un objectif sur les biocarburants nouvelle génération apporterait un marché pour les résidus agricoles.

Les biocarburants, un sujet brûlant

Le secteur agricole a tout intérêt à développer des biens et services pour contribuer à l'économie rurale et au développement, comme les biocarburants, a déclaré Pekka Pesonen, secrétaire général du Copa-Cogeca, la fédération qui représente les agriculteurs européens. Il a rappelé qu'après l'enthousiasme initial, les biocarburants sont devenus un sujet brûlant car ils sont liés à la production alimentaire. L'étude offre une vision positive de la bioénergie, ce qui est rare. De nombreux rapports ont dépeint une image sombre de la durabilité des biocarburants. La controverse sur les éventuels effets indirects de la consommation accrue de biocarburants continue à alimenter les critiques, alors que la Commission européenne prépare un rapport pour évaluer les risques de la culture énergétique. Celle-ci inclut le changement indirect d'affectation des terres - le résultat du déplacement de la production alimentaire - et les déforestations qui sont taillées en pièce pour devenir des terres agricoles. Les biocarburants nouvelle génération sont toutefois présentés comme une alternative 100 % durable seulement lorsque des sous-produits qui auraient sinon été laissés à pourrir dans les champs sont utilisés. Selon les experts, l'objectif de 10 % pour les carburants destinés aux transports sera atteint principalement grâce aux biocarburants de première génération issus des cultures alimentaires, car les biocarburants nouvelles générations et les voitures électriques ne seront véritablement disponibles qu'après 2020. Plus tôt dans l'année, le géant des biotechnologies danois Novozymes, qui a soutenu cette étude, a révélé un nouvel enzyme, qui réduirait le prix de la production de bioéthanol afin de pouvoir remplacer l'essence. Les Etats-Unis seraient les premiers à tirer avantage de cette nouvelle technologie grâce à son cadre politique plus avancé, a expliqué Lars Hansen, président de Novozymes Europe, à EurActiv.com.

Context

En décembre 2008, les dirigeants de l'UE ont trouvé un accord sur une nouvelle directive sur les énergies renouvelables, qui exige que d'ici 2020, chaque Etat membre tire 10 % de ses besoins de carburant pour les transports de sources renouvelables, comme les biocarburants, l'hydrogène et l'électricité verte. La directive a également mis en place des critères de durabilité pour les biocarburants, qui doivent offrir au moins 35 % d'économies d'émissions de carbone comparé aux combustibles fossiles. Un taux qui passera à 50 % à partir de 2017 et 60 % à partir de 2018. Certains craignent cependant que la production accrue de biocarburants ne mène à une déforestation massive et ait un impact néfaste sur la sécurité alimentaire, car les cultures pour l'énergie se substitueraient aux autres utilisations de la terre («changement indirect d'affectation des terres»).

La directive sur les énergies renouvelables et la directive sur la qualité des carburants approuvées dans le cadre du paquet de l'UE sur le changement climatique et l'énergie en décembre dernier, exige que la Commission européenne dresse un rapport pour revoir l'impact du changement indirect d'affectation des terres sur les émissions de gaz à effet de serre et de chercher des moyens de minimiser les impacts.

Source : Le Monde

URL : http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/09/25/le-bio-tente-de-plus-en-plus-d-agriculteurs-francais_1415851_3244.html

Date : 27 Septembre 2010

Le bio tente de plus en plus d'agriculteurs français

Eric Gobard, 41 ans, est un agriculteur heureux, et même enthousiaste. Il y a deux ans, ce céréalier installé depuis huit ans, à Aunoy, au coeur de la Seine-et-Marne, haut lieu de l'agriculture intensive, a converti 30 % de ses 200 hectares au mode de production biologique. Il espère aller au-delà, car, dit-il, il se sent *"aspiré"* par ce mode de production.

Il est loin d'être le seul. Après des années de stagnation, l'agriculture bio est en pleine explosion. Les conversions ont augmenté de 23,4 % en 2009, et, en 2010, la progression s'accroît encore. La barre des 20 000 producteurs devrait être franchie.

Une foule de motivations ont poussé M. Gobard à sauter le pas. D'abord, *"l'attente de la société"*. *"En agriculture productive, on est arrivé à un paroxysme en termes d'impact sur l'environnement, explique-t-il. Il faut faire marche arrière."* Sensible dès ses débuts à la thématique de la protection de l'eau, très dégradée dans sa région du fait de l'utilisation massive d'engrais et de pesticides, le jeune homme a été *"séduit"* par l'objectif de 20 % des surfaces agricoles en bio en 2020, fixé par le Grenelle de l'environnement d'octobre 2007. Ce fut le déclic.

L'agriculteur est aujourd'hui intarissable sur les avantages de ce mode de production. Il se dit *"plus serein"* de ne pas utiliser de produits chimiques, pour sa propre santé et celle de sa famille ; désigne, ravi, les insectes et les oiseaux qui peuplent ses haies et ses champs. *"Je redécouvre l'agronomie, poursuit-il. La base, ce sont les rotations longues, sur sept ou huit ans, contre deux ou trois ans en conventionnel."* Pour lui, l'agriculture bio n'est pas un retour en arrière. Il en veut pour preuve le matériel perfectionné qu'il utilise, comme cette bineuse équipée d'une caméra numérique. Du côté des revenus enfin, le calcul a été *"vite fait"*. *"On a 25 à 40 % de baisse de rendement, mais la production est payée deux fois plus cher, et, sans engrais ni pesticides, les charges baissent, explique le jeune homme. Et on a un sentiment de liberté extraordinaire."*

M. Gobard sent que les choses bougent autour de lui. Peu à peu, l'image des producteurs bio, autrefois moqués, change. *"Les voisins sont de plus en plus nombreux à venir voir comment ça se passe sur mes terres, constate-t-il. Ils voient que c'est faisable -techniquement et rentable. C'est comme cela que ça avance."*

Mais cela avance si bien que le budget a du mal à suivre. La Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB) a évalué les besoins de financements pour 2010 à 96 millions d'euros (sur cinq ans, soit la durée de l'aide à la conversion) dans 18 régions. Or 81 millions d'euros seulement sont budgétés pour l'instant pour toute la France (financés pour moitié par des fonds européens).

Le ministère de l'agriculture, qui a piloté le plan de développement de l'agriculture bio, se veut rassurant. *"Nous faisons tout pour qu'aucun dossier ne soit rejeté pour insuffisance de moyens, y assure-t-on. On négocie, on redéploie. L'agriculture biologique est une priorité."* Le non-respect des engagements risquerait de *"briser la dynamique actuelle, en adressant un signal contradictoire aux producteurs"*, prévient Julien Adda, délégué général de la FNAB.

Est-on en train d'assister à l'émergence d'une "bulle" bio ? Jérôme Bédier, président de la Fédération du commerce et de la distribution, pense que non. *"C'est un secteur très prometteur, la demande de produits bio est un phénomène durable, dit-il. La France est aujourd'hui le -deuxième pays consommateur en Europe, derrière l'Allemagne."* Mais seulement le quatrième producteur. Le rattrapage qui est en train de s'opérer ne suffit pas : environ 38 % des produits (en valeur) sont importés. Et pour atteindre les objectifs du Grenelle, le rythme de conversion *"doit encore s'intensifier"*, affirme Elisabeth Mercier, directrice de l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique.

M. Adda reste toutefois prudent. *"L'engagement de l'Etat, accompagné par celui des collectivités locales, et la crise du modèle conventionnel font que la bio gagne du terrain, explique-t-il. Mais on n'est pas à l'abri d'un retournement de tendance dû à des évolutions de prix sur le marché conventionnel."*

Reste aussi à gérer, pour la filière, le passage d'un marché de niche (2 % du marché alimentaire aujourd'hui) à une certaine massification, *"sans y perdre notre âme"*, dit M. Adda. Et sans voir fondre les prix rémunérateurs aujourd'hui payés aux producteurs. *"On se méfie"*, souligne M. Adda. *"Il n'est pas question de passer au bio pour se retrouver dans la même misère que l'agriculture conventionnelle."*

Or un panier bio vendu sous la marque d'un distributeur est 57 % plus cher qu'un panier non bio de la même enseigne, et 22 % plus cher qu'un panier rempli de produits de marque, selon une enquête de l'UFC-*Que choisir ?* parue en février - même si la différence est très variable selon le produit considéré. La baisse des prix fait partie des objectifs des distributeurs. *"Nous voulons donner un large accès au bio"*, dit M. Bédier. *"Un différentiel de prix de 15 % paraît acceptable."* Le secteur ne devrait donc pas échapper à la bataille des marges qui sévit pour les produits conventionnels.

Pour M. Adda, il doit donc absolument maintenir sa spécificité, qui est d'écouler une forte part de la production en vente directe, ou dans des magasins spécialisés.

Gaëlle Dupont

Source : L'Economiste

URL : <http://www.leconomiste.com/article.html?a=100641>

Date : 28 Septembre 2010

Maroc : Du soleil pour dessaler l'eau de mer

- Le but est de réduire le coût du traitement
- Un projet pilote prévu à Tan Tan

Le dessalement figure parmi les moyens techniques adoptés par le Maroc pour améliorer quantitativement son offre en eau potable notamment dans les régions qui connaissent un déficit au niveau de la mobilisation de la ressource. Les premières expériences ont été initiées depuis 1976 dans les provinces de Sud à Boujdour, Lâayoune, Tarfaya et Tan Tan. Mais le développement de cette technique a été toujours confronté à la question du coût excessif du traitement. En dépit des avancées technologiques, le coût d'un m³ oscille encore entre 6 et 12 DH, et varie en fonction de la taille de la station.

Cette augmentation du prix de revient est due en partie à la hausse du coût de l'énergie. Le plan solaire présente donc une nouvelle opportunité pour tirer profit de ces potentialités naturelles et ainsi développer ce créneau. D'ailleurs, ce constat a été confirmé par les premiers résultats des études de faisabilité des procédés de dessalement présentés lors des travaux de la Conférence internationale sur le dessalement couplé à l'énergie solaire, tenue les 18 et 19 mai. Cette manifestation scientifique a été organisée par l'Office national de l'eau potable en collaboration avec l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME).

« Cette conférence, qui a connu la participation de 150 experts de différents pays, s'inscrit dans le cadre de l'intérêt que porte l'Onep pour le dessalement de l'eau avec le solaire en tant qu'énergie propre, renouvelable, gratuite et abondante dans notre pays », précise Ali Fihri, DG de l'Onep. Ce qui explique la participation de l'Office en tant que partenaire technique dans le cadre du consortium regroupant 13 institutions de l'UE et de la région de la Méditerranée, à l'élaboration du projet MED-CSD objet de cette conférence. Ce projet consiste à mener des études de faisabilité des procédés de dessalement d'eau couplés aux techniques de la concentration de l'énergie solaire. Les travaux de la rencontre de Rabat ont été consacrés notamment à la présentation des résultats des différentes études de faisabilité menées dans la zone Méditerranéenne. « La région de Tan Tan a été choisie comme projet pilote pour le Maroc », indique Saïd Berrada, responsable de la direction Technique et ingénierie à l'Onep. Pour permettre de couvrir les besoins en eau potable de cette région, il est prévu une nouvelle station de dessalement sur l'Atlantique d'une capacité de 9.000 m³ par jour. Le démarrage des travaux est prévu en octobre prochain pour que la station soit opérationnelle début 2012, précise Berrada.

Le coût de l'investissement s'élève à 200 millions de DH. Le projet sera marqué par deux phases. Au cours de la première, il sera fait recours à l'énergie électrique. L'énergie solaire sera greffée dans une seconde phase pour permettre le fonctionnement de la station. Selon les résultats de l'étude de faisabilité, la région possède d'importantes potentialités, soit 2.000 kWh/m² /an. Notons par ailleurs que l'Office s'apprête à lancer un appel d'offres pour une station de dessalement fonctionnant à l'énergie électrique à Agadir pour un investissement de près de 1,2 milliard de DH. Ce qui va permettre de traiter 100.000 m³ d'eau de mer par jour, renforçant ainsi la production actuelle qui s'élève à 160.000 m³ par jour pour faire face à l'accroissement des besoins du grand Sous.

Nour Eddine EL AISSI

Source : Le Monde

URL : http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/09/27/nestle-s-attaque-au-marche-tres-rentable-de-la-nutrition-medicale_1416525_3234.html

Date : 28 Septembre 2010

Nestlé s'attaque au marché très rentable de la nutrition médicale

Le groupe Nestlé, leader mondial de l'agroalimentaire, a annoncé, lundi 27 septembre, la création de la filiale Nestlé sciences de la vie et, de l'Institut Nestlé des sciences de la vie pour jeter les bases d'une nouvelle industrie entre l'"agroalimentaire et la pharmacie". Ces deux nouvelles entités ont pour but de participer à l'élaboration de produits alimentaires qui permettront de prévenir des maladies comme le diabète, l'obésité, les maladies cardiovasculaires et même la maladie d'Alzheimer.

Nestlé sciences de la vie, filiale à 100 %, sera intégrée dans la division Nestlé santé qui réalise actuellement un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs suisses (1,2 milliard d'euros). La nouvelle entité devrait être pleinement opérationnelle à partir du 1^{er} janvier 2011. Intégré au département recherche et développement de Nestlé, l'Institut Nestlé pour les sciences de la vie sera dirigé par Emmanuel Baetge, ancien directeur scientifique de ViaCyte, un laboratoire de biotechnologie de San Diego (Californie). Nestlé promet d'investir "des centaines de millions de francs suisses au cours de la prochaine décennie" pour bâtir des "stratégies nutritionnelles qui améliorent la santé et la longévité" et, selon Peter Brabeck, son président, "contribueront à la création d'un espace nouveau entre l'industrie pharmaceutique et l'industrie agroalimentaire".

L'annonce du géant de l'agroalimentaire marque un tournant. Jusqu'à aujourd'hui, les dirigeants du groupe affirmaient à chaque lancement de produit qu'entre le plaisir et la santé, Nestlé privilégiait le plaisir. L'importance soudaine donnée à l'alimentation-médicament - on est ici un cran au-delà de la simple allégation de santé concernant un produit grand public - a en réalité été préparée méthodiquement et discrètement. Ces trois dernières années, Nestlé a fait des acquisitions qui préparaient cette annonce stratégique comme le rachat de la division Nutrition médicale du laboratoire suisse Novartis. Il a également racheté le britannique Vitaflo, spécialisé dans la nutrition médicale, en 2010.

Danone a été l'un des pionniers à orienter sa recherche vers le domaine des produits alimentaires capables d'apporter un bénéfice biologique mesurable. Il a acquis en juin la société américaine Medical Nutrition. Les deux autres acteurs de la nutrition médicale sont l'allemand Fresenius et l'américain Abbott. Cet apport des groupes de l'agroalimentaire à la recherche médicale est doublement motivé. Primo, les pressions politiques sont énormes pour que les fabricants de produits alimentaires réduisent les doses de sel, de sucre et de graisse dans les produits. Des millions sont dépensés chaque année, par les fabricants, pour maintenir le goût des produits grand public tout en allégeant les dosages en sel, sucre, sans parler des graisses.

Par ailleurs, les gouvernements américains et européens pointent du doigt les fabricants d'aliments accusés de creuser les déficits devenus structurels des régimes d'assurance-maladie. L'idée se propage que si les aliments industriels fabriquent des malades par millions - plus de 300 millions de diabétiques prévus dans le monde à horizon 2030 -, il serait logique de les obliger à participer au financement du système de soins. La crainte d'une taxation punitive amène donc tous les géants européens et américains de l'agroalimentaire à sortir de la malbouffe et à imaginer des solutions.

Ce tournant santé est pris avec d'autant plus d'allégresse que la niche est rentable. En 2009, les chiffres d'affaires des pôles Nutrition médicale et Nutrition infantile de Danone ont atteint respectivement 925 millions d'euros et 2,9 milliards d'euros, et représentent d'ores et déjà un quart du chiffre d'affaires global. Si on ajoute à cela des taux de croissance à deux chiffres, l'intérêt incite les groupes à réorienter l'activité vers la santé.

Le chiffre d'affaires annuel de Nestlé nutrition a atteint 7,47 milliards d'euros, soit environ 9 % du chiffre d'affaires total. Toutefois, la nutrition médicale de Nestlé, seule, a représenté un chiffre d'affaires de 1,24 milliard d'euros (1,5 % de ses ventes totales).

Yves Mamou

Source : Agrisalon

URL : <http://www.agrisalon.com/fr/actualites-agricoles/article/3839791/Instaurer-une-regulation-anticrise-et-une-gouvernance-mondiale.html>

Date : 23 Septembre 2010

France : Instaurer une régulation anticrise et une gouvernance mondiale

La France veut être le fer de lance de la régulation des marchés mondiaux de produits agricoles et de leurs dérivés. A quelques semaines du sommet du G20, trois des dix-sept membres (1) du groupe de réflexion sur l'avenir de l'agriculture, constitué par Bruno Le Maire, ont présenté leur rapport d'étape « Prévenir et gérer l'instabilité des marchés agricoles ». Il donne des orientations sur la position de la France au G20. Les conséquences de la crise des marchés agricoles sur la sécurité alimentaire sont devenues un thème de préoccupation du G20. Et « *le cadre multilatéral est de plus en plus favorable à des progrès de la gouvernance mondiale des questions alimentaires* », écrivent les dix-sept membres (1) du groupe de réflexion sur l'avenir de l'agriculture, constitué par Bruno Le Maire et les auteurs du rapport d'étape « Prévenir et gérer l'instabilité des marchés agricoles ».

C'est en s'appuyant sur l'analyse du fonctionnement des marchés agricoles mondiaux que les trois auteurs (1) du rapport d'étape « Prévenir et gérer l'instabilité des marchés agricoles » justifient leurs propositions.

« Le monde des matières premières est constitué de biens très hétérogènes. Même si les marchés de ces produits ont de nombreux points communs, il ne faut pas sous-estimer leurs différences. Les produits agricoles présentent de nombreuses particularités au sein de cet univers des matières premières. Renouvelables, ils se distinguent fortement des sources d'énergie et des minerais. Alors que ces derniers sont soumis à des incertitudes géologiques, les produits agricoles sont confrontés aux aléas climatiques. Ce sont également les seuls biens dont le cycle de production est soumis à une saisonnalité variable selon les régions du monde », écrivent les trois mêmes auteurs.

La nouvelle conception de la régulation à développer au niveau international serait une « régulation anticrise agricole »

« La France a été à l'origine de nouvelles propositions dans les enceintes multilatérales pour améliorer la lutte contre l'insécurité alimentaire. Lors de son intervention du 3 juin 2008 à la Fao, le Président de la République a ainsi suggéré la mise en place d'un partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation, s'appuyant sur les institutions existantes et tous les acteurs concernés », ajoutent-ils.

Dans leur rapport d'étape, les propositions de Jean-Pierre Jouyet, Christian de Boissieu et Serge Guillon traitent les points suivants :

- la financiarisation des marchés agricoles;
- la volatilité naturelle des prix, amplifiée par une spéculation excessive;
- l'encadrement du fonctionnement des marchés à terme;
- développer une nouvelle conception de la régulation des marchés physiques;
- inscrire la régulation des marchés financiers de dérivés agricoles dans la dynamique internationale et européenne.

Selon le rapport des trois experts, la nouvelle conception de la régulation à développer au niveau international serait une « régulation anticrise agricole » avec pour objectif de promouvoir la prévention et la gestion des crises agricoles mondiales. Autrement dit, de « *prévenir et de gérer les déséquilibres agricoles sources d'insécurité alimentaire, de baisse du pouvoir d'achat des consommateurs ou d'instabilité et d'insuffisance des revenus des producteurs, qui pourraient menacer le maintien de l'activité et de la production agricole.*»

La nouvelle régulation porterait aussi bien sur les marchés financiers que physiques et consisterait par conséquent « *à mettre en place des dispositifs de prévention, des mécanismes d'alerte et d'organisation de la gestion des crises. Elle se distingue d'une régulation économique destinée à organiser les marchés de façon permanente* », expliquent les auteurs du rapport d'étape.

La nouvelle régulation porterait aussi sur les marchés financiers

« La recherche d'une stabilisation des prix permettrait donc à la fois d'obtenir des prix suffisamment accessibles pour les consommateurs, y compris les plus vulnérables, et suffisamment élevés pour ne pas menacer le maintien de l'activité agricole ». La nouvelle régulation porterait aussi bien sur les marchés financiers que physiques. « Sans régulation des marchés physiques pour encadrer la volatilité des prix, les marchés financiers continueront à réagir aux données physiques et à traduire les incertitudes par leurs propres fluctuations des cours », note le rapport des trois experts. Ses auteurs déplorent qu'il « n'existe pas d'instance de coordination politique compétente pour une approche globale des questions agricoles ».

Pour combler le déficit de gouvernance mondiale, les auteurs proposent la création d'un « forum de stabilité agricole », qui aborderait les questions agricoles dans leur globalité. « Instance de discussion informelle entre les grands acteurs concernés par les enjeux agricoles, ce forum se distinguera des structures existantes par son caractère informel, son champ de compétences s'étendant à l'ensemble des problèmes impliquant l'agriculture, ou encore par sa composition ouverte et non réservée aux états membres du G20, mais pouvant intégrer d'autres états. » De son côté, le comité de la sécurité alimentaire, rénové en 2009, aurait pour mission de formuler des recommandations concrètes pour les décideurs politiques et de coordonner à l'échelle internationale les gouvernements et les organisations internationales.

TNC Frédéric Hénin

Source : Al-Ahram hebdo

URL : <http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2010/9/22/enqu0.htm>

Date : 29 Septembre 2010

Egypte : Ces mineurs des champs

Travail Des Enfants . Le phénomène ne cesse de s'aggraver, notamment dans l'agriculture. C'est la conclusion d'une récente étude publiée par le Centre national pour les recherches sociales et criminologiques.

Trois millions d'enfants travaillent dans le secteur agricole en Egypte. C'est ce que dévoile le Centre National pour les Recherches Sociales et Criminologiques (CNRSC) dans une étude qu'il vient de publier. Le centre, qui a publié de nombreuses recherches sur le travail des enfants, consacre sa dernière étude au secteur agricole, qui emploie 70 % des enfants égyptiens. Or, « les travaux agricoles peuvent être dangereux pour les enfants et leur emploi dans ce secteur doit être interdit », indique l'étude du CNRSC. « Sans aucune protection, les enfants se retrouvent quotidiennement dans un environnement pollué. Pendant près de douze heures consécutives, ces enfants s'exposent à la chaleur, à la boue et à la poussière. Ils touchent et aspirent différentes substances chimiques et toxiques pendant qu'ils pulvérisent les pesticides. Ils sont exposés à des risques en utilisant les machines et les divers équipements agricoles. En revanche, ces paysans malgré eux ne jouissent d'aucune assurance », soulignent les chercheurs du centre. Le rapport souligne que 54 % des enfants qui travaillent dans les champs sont atteints de bilharziose, de vers intestinaux et de diarrhées chroniques. 48,5 % ont été gravement blessés pendant le travail.

D'après le CNRSC, la tranche d'âge de ces enfants travailleurs se situe entre 4 et 15 ans. 1,8 % ont entre 4 et 5 ans, alors que les 6-7 ans représentent 24,5 %. Ceux-ci sont souvent chargés de collecter le coton, le riz et le maïs. Quant aux enfants entre 10 et 11 ans (34,5 %), ils s'occupent, eux, de boulots plus importants comme la pulvérisation des pesticides. Conséquence : une croissance du taux d'analphabétisme et de la non-scolarisation. La non-scolarisation est une conséquence qui vient s'ajouter à la maltraitance et aux risques de maladie.

1 000 L.E. : l'amende infligée aux contrevenants

S'agit-il d'une défaillance législative ? En 1990, l'Egypte avait signé la Convention internationale pour la protection des droits de l'enfant. Celle-ci implique la scolarisation obligatoire des enfants et leur protection contre toute sorte d'exploitation économique et contre les travaux dangereux. En 1996, une loi sur l'enfance a été promulguée incluant 116 clauses dont 8 destinées à régulariser le travail des enfants. Cette loi a interdit le travail des mineurs de moins de 14 ans et impose des conditions et des horaires de travail favorables aux plus âgés. En vertu de cette même loi, les parents et les employeurs contrevenants étaient pénalisés d'une amende entre 100 et 500 L.E. En 2008, des amendements ont été introduits sur cette loi pour assurer plus de protection aux enfants. L'âge légal du travail est passé à 15 ans et le montant de l'amende à 1 000 L.E. Pourtant, le phénomène ne cesse de s'aggraver. En 2009, l'Egypte comptait (officiellement) 2,8 millions d'enfants travailleurs contre 1,3 million en 2004 et 700 000 en 2001.

« Le problème réside dans le fait que le Conseil des ministres n'a pas encore publié le texte complémentaire de la loi qui devrait préciser les domaines dangereux où il est interdit d'employer les enfants », révèle Essam Ali, responsable d'une ONG de défense des droits de l'enfant. Il ajoute par ailleurs que le manque de contrôle est aussi à la base de l'aggravation de ce phénomène. La loi en vigueur envisage des campagnes de contrôle sur les lieux de travail pour s'assurer du respect des règlements par les employeurs. Or, faute de coordination entre les ministères concernés (ceux de la Santé, de la Solidarité sociale, de l'Education et de la Main-d'œuvre), l'application de la loi « s'est limitée à l'organisation de réunions et la publication de recommandations », accuse l'activiste.

Pour sa part, la sociologue Azza Korayem estime qu'une loi ne suffit pas pour tout changer. « Le travail des enfants est un problème dont souffre le pays depuis longtemps à cause de la pauvreté. La majorité des enfants travailleurs sont issus de familles qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ils travaillent pour aider leurs familles. Leurs parents ne s'intéressent ni à la loi ni à leurs droits », explique Korayem. Selon elle, la solution consisterait à octroyer aux parents qui envoient leurs enfants au travail des crédits pour lancer des micro-projets qui les aident à améliorer leur revenu et à subvenir à leurs besoins. Korayem n'oublie pas l'importance du rôle que peuvent jouer les médias pour « sensibiliser les gens quant aux droits de leurs enfants et aux dangers que ces derniers peuvent encourir en exerçant certains métiers ».

Héba Nasreddine

Source : MAAP

URL : <http://agriculture.gouv.fr/presentation-du-programme-national>

Date : 30 Septembre 2010

France : Présentation du Programme national pour l'alimentation

Bruno Le Maire, ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, a présenté le Programme national pour l'alimentation à l'occasion de la séance plénière du Conseil national de l'alimentation.

Le Programme national pour l'alimentation a été défini dans la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche, promulguée le 27 juillet dernier.

L'ambition du Programme national pour l'alimentation est de faciliter l'accès de tous à une alimentation de qualité, sûre et diversifiée de manière durable. Il prévoit un certain nombre d'actions concrètes telles le développement des circuits courts, l'éducation et l'information sur le goût, le renforcement de l'aide alimentaire pour les populations les plus démunies, la mise en place de contrats d'engagement entre l'État et les entreprises en vue d'améliorer la qualité des produits alimentaires. Le respect des règles nutritionnelles sera obligatoire en restauration scolaire et universitaire, dans les hôpitaux, les crèches, en prison et dans les maisons de retraites. La création d'un observatoire de l'alimentation permettra d'étudier les évolutions de l'offre et de la consommation alimentaires. L'étiquetage évoluera pour rendre obligatoire, dans le respect des règles communautaires, l'indication du pays d'origine pour les produits agricoles, alimentaires et les produits de la mer, bruts ou transformés.

Source : Maghreb Arabe Presse

URL : http://www.map.ma/fr/sections/regionales/l_oleiculture_une_f/view

Date : 30 Septembre 2010

Maroc : L'oléiculture, une filière à forte valeur socio-économique dans la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz

Marrakech, 23/09/10- Symbole de l'appartenance au pourtour Méditerranéen, le secteur oléicole jouit au Maroc et plus particulièrement dans la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz (MTH), d'un intérêt particulier et revêt de ce fait, une importance socio-économique indéniable, comme en témoigne "la sacralité" dont se fût entouré l'olivier dans cette zone depuis de longs siècles de l'histoire.

-Samir Lotfy-

Expression même du fort attachement à la terre, l'olivier, arbre millénaire et richesse précieuse, a eu, au fil des années, le grand mérite de servir de source de revenu pour la grande majorité des populations autochtones, lesquelles avaient choisi même d'organiser autour de cet arbre, le reste de leurs activités.

La sacralité de l'olivier en tant qu'arbre béni, conjuguée aux vertus diététiques et thérapeutiques miraculeuses de ses fruits, ont eu pour conséquences directs, d'ériger cet arbre en patrimoine arboricole énorme, dont l'importance fût léguée d'une génération à l'autre, dans un souci d'assurer sa pérennité, sa préservation et sa promotion.

L'oléiculture : une large contribution aux économies nationale et régionale+

A l'échelle nationale, l'oléiculture constitue la principale source de revenu pour quelque 400.000 familles, assure plus de 15 millions de journées de travail par an, ce qui est équivalent à 60.000 emplois stables, et permet de garantir l'approvisionnement de 334 unités modernes ainsi que de 16.000 unités traditionnelles d'extraction de l'huile d'olive (Mâasra).L'oléiculture couvre 16 pc des besoins du Royaume en huiles alimentaires et contribue à l'équilibre de la balance commerciale avec l'exportation de 63.000 tonnes d'olives de table et de 6.000 tonnes d'huiles d'olive.

La moyenne de production totale des olives s'élève à 600.000 tonnes, dont 150.000 tonnes destinées aux unités de conservation (47 unités) et 450.000 tonnes aux unités d'extraction de l'huile d'olive. Le taux de productivité à l'échelle nationale demeure relativement "faible", soit 1 tonne/ha, ce taux varie entre 0,5 et 1,5 tonne/ha dans les zones Bour et entre 1,6 et 3 tonnes/ha dans les zones irriguées. Concernant les exportations, le Maroc occupe la 2ème place après l'Espagne pour ce qui est des olives de table et exporte essentiellement vers les pays de l'UE. Pour ce qui est du volume des exportations de l'huile d'olive, le Maroc dépend essentiellement de l'importance de la production des olives. Les Etats Unis, l'Espagne et l'Italie constituent les principaux marchés de l'huile d'olive marocaine. Dans un entretien accordé à la MAP en marge de la 6ème édition du Salon International de l'Olivier (Oléa 2010) (22 au 25 septembre à Marrakech), M. Mohamed Harras, directeur régional de l'agriculture (DRA) a fait observer que pour ce qui est de la région de Marrakech-Tensift- Al Haouz, l'olivier occupe une place essentielle dans les différents programmes agricoles, relevant qu'avec quelque 131.500 ha, les plantations d'olivier représentent 73 pc de la superficie arboricole de la région. Et d'ajouter que la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz qui représente 20 pc de la superficie nationale, intervient avec 25 pc de la production nationale d'olives (200.000 tonnes/an), et contribue à hauteur de 70 pc aux exportations nationales de conserves d'olives, notant que le rendement moyen de la région se chiffre à 1,7 tonne/an.

Des difficultés à transcender pour un développement sûr de la filière+

Au niveau de la région de Marrakech- Tensift- Al Haouz, nombre de petits agriculteurs ne cessent de pointer du doigt les conditions climatiques peu clémentes, notamment avec la succession des années de sécheresse, conjuguée à l'insuffisance des moyens pour lutter contre les différentes maladies qui menacent leurs cultures, les empêchant ainsi d'améliorer leur production et productivité. Les méthodes d'exploitation souvent archaïques, la détérioration des oliviers lors des gaulages et le non-renouvellement des arbres après leur vieillissement, peuvent être également à l'origine de la dégradation du parc oléicole de cette région, estime M. Harras, faisant observer que l'éparpillement des exploitations oléicoles, l'insuffisance du rendement des organisations professionnelles locales et la faiblesse du degré de technicité chez un grand nombre de producteurs, peuvent affecter sérieusement le développement de cette filière. Les problèmes liés à la commercialisation de ce produit figurent également parmi les défis à relever, puisque le secteur est confronté à une concurrence internationale de plus en plus rude exercée par certains pays européens, auxquels s'ajoutent la prédominance de l'informel et les défaillances enregistrées en matière d'organisation de cette filière (existence d'intermédiaires entre la production et la transformation). En matière de transformation, le secteur

de la trituration souffre de l'existence d'une multitude d'unités artisanales (les mââsras), avec un rendement d'extraction faible et une huile d'olive souvent de piètre qualité.

Une batterie de mesures pour la promotion de l'oléiculture+

Pour relever tous les défis liés à cette filière, plusieurs actions ont été entreprises, dans le cadre du Plan National Oléicole mis en oeuvre à l'horizon 2010, lequel s'articule autour de quatre axes principaux: l'amélioration de la gestion du patrimoine oléicole existant, l'extension des superficies plantées en olivier, la modernisation de l'outil de transformation et l'amélioration de la qualité et l'organisation de la profession, a expliqué M. Harras. Et de poursuivre qu'à l'échelle régionale et particulièrement au niveau de la province d'Al Haouz, le secteur oléicole bénéficie, dans le cadre de programmes de coopération internationale, d'un concours financier et technique très important, citant, à titre d'exemple, le Millénium Challenge Corporation (MCC) qui mène plusieurs projets dans ce sens dans plusieurs régions du Royaume, en l'occurrence la province d'Al Haouz, notamment avec l'extension de la superficie sur 2.400 ha et l'installation de deux unités de transformation, ce qui devra bénéficier à terme, à 900 agriculteurs. M. Harras a fait observer aussi qu'afin de développer le secteur oléicole, un contrat programme a été signé entre l'Etat et l'interprofession oléicole "Interprolive ", au niveau de la région de Marrakech-Tensift- Al Haouz, contrat qui se fixe comme principaux objectifs : l'extension de la superficie oléicole de 123.400 ha à 156.600 ha, l'intensification de la conduite du patrimoine de 50 pc à 70 pc des superficies, et l'amélioration des rendements de 1,7 à 5 T/ha à l'horizon 2020. Abondant dans le même sens, M. Harras a fait remarquer que dans le cadre du Plan Régional Maroc Vert, 76 projets visant le développement d'une filière oléicole performante verront le jour au niveau de cette région et ce, à l'horizon 2020, dont 47 projets pour le Pilier I visant le développement accéléré d'une agriculture moderne et compétitive, avec un montant de 4,3 Milliards de DH et 29 projets dans le cadre du pilier II (mise à niveau des acteurs fragiles et lutte contre la pauvreté rurale), avec un montant de 1,8 milliard de DH. " L'oléiculture représente ainsi plus de 50 pc des projets du Plan Agricole Régional Maroc Vert et plus de 70 pc en terme d'investissement ", a dit M. Harras, précisant que 11 projets oléicoles sont en cours de réalisation, avec un investissement de 900 MDH, dont 7 projets en pilier I (660 MDH), concernant l'extension de la superficie de 3.500 ha, l'augmentation de la production de 44.000 tonnes, la mise en place de 5 unités de production d'huile d'olive, avec une capacité de 85.000 T/ an, et l'agrégation de 2.280 agriculteurs agrégés. Les 4 projets restants (240 MDH), s'insèrent dans le cadre du pilier II et portent sur l'extension de la superficie de 4.500 ha, l'augmentation de la production de 12.000 tonnes, la mise en place de 20 unités de production d'huile, avec une capacité de 10.000 T/an, et 11.000 agriculteurs bénéficiaires, a-t-il précisé. Et d'ajouter qu'un intérêt particulier est accordé également à la formation des techniciens, des producteurs et des employés, au rajeunissement des oliveraies, à la sensibilisation et l'information des agriculteurs notamment dans les domaines d'irrigation, d'entretien et de traitement des arbres et de la cueillette et surtout, à l'amélioration de la qualité des produits oléicoles.

Le Salon Oléa 2010, une valeur ajoutée pour la région+

Interrogé, par ailleurs, sur le Salon Oléa 2010 qui a soufflé cette année sa 6ème bougie dans la cité ocre, M. Harras a tenu à indiquer que cette grande foire, placée sous le signe " Marrakech, nouvel élan pour l'oléiculture dans le cadre du Plan Maroc Vert ", constitue un rendez-vous des professionnels et des chercheurs du secteur oléicole et une occasion idoine pour l'échange de connaissances et d'informations, et l'ouverture sur les dernières nouveautés dans ce domaine." Il s'agit aussi d'une plateforme pour débattre des différentes stratégies pour un amorcement de la promotion de la commercialisation de l'huile d'olive marocaine à l'export, entre autres, notamment à travers la structuration du secteur autour d'agrégateurs qui sont souvent des unités de transformation à fort potentiel ", a-t-il expliqué. Et de conclure que ce Salon puise sa philosophie dans la volonté de favoriser le transfert de technologies en production et en transformation, de promouvoir la qualité dans la filière, de développer les échanges commerciaux, et d'encourager l'organisation des producteurs autour d'agrégateurs (unités de transformation).